

I. 2. b. 9

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1970

STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	91.5	Villes principales, population résidente en	
Superficie agricole (milliers de km ²)	49.0	milliers d'habitants (1969) :	
Superficie cultivée (milliers de km ²)	43.7	Lisbonne	831
		Porto	325

LA POPULATION

Population (en 1968, milliers)	9 497	Population active totale	3 287
Densité au km ² (1968)	103	Population active civile occupée (en	
Accroissement naturel net (moyenne		1968, milliers)	3 087
1963-1968, milliers)	84.6	dont : agriculture	996
Taux d'accroissement annuel (moyenne		industrie	835
1963-1968)	0.90	construction	283
Émigration nette (moyenne 1963-1968,		autres	973
milliers)	26		

LA PRODUCTION

Produit national brut en 1968 (millions		Origine du produit intérieur brut au coût	
de dollars des États-Unis)	5 041	des facteurs en 1968 (en %) :	
Produit national brut par habitant en		Agriculture	19.0
1968 (en dollars des États-Unis)	531	Industrie et construction	42.2
Formation brute de capital fixe en 1968 :		Services	38.8
En % du PNB	19.2		
Par habitant (en dollars des États-			
Unis)	102		

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique en 1968 (en %		Recettes courantes de l'Administration	
du PNB)	13.3	centrale en 1968 (en % du PNB)	15.4
dont : Défense	5.5	Structure des dépenses courantes en %	
Investissements publics en 1968 en %		du total :	
du PNB	2.3	Administration centrale	77.6
des investissements totaux	11.9	Collectivités locales	3.8
		Sécurité sociale	18.6

LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant et par jour	2 780	Nombre par 1 000 habitants :	
Logements achevés (nombre pour 1 000		Récepteurs de TV	29
habitants en 1967)	5.7	Téléphones	65
Consommation nette d'électricité (kWh)		Voitures	30
par habitant et par an)	590		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en %		Importations de biens et services en %	
du PNB en 1968	25.3	du PNB en 1968	28.3
Ventilation en % des exportations totales		Ventilation en % des importations totales	
(moyenne 1965-1969, CTCI) :		(moyenne 1965-1969, CTCI) :	
Produits alimentaires et boissons (0, 1)	22.6	Produits alimentaires et boissons	12.8
Matières premières brutes et demi-		Matières premières brutes et demi-	
produits (2, 3, 4)	13.7	produits	24.5
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	62.4	Produits manufacturés	62.6
dont : Textiles (65)	19.6	dont : Produits chimiques (5)	9.4
Produits en bois et en liège (631,		Machines et matériel de trans-	
632, 633)	6.7	port (7)	29.3

LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo		Escudos par dollar des États-Unis :	28.75
--------------------------	--	-------------------------------------	-------

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en Juillet 1970.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution interne	6
Demande	6
Production	10
Emploi et marché du travail	12
Prix et salaires	13
II Balance des paiements	17
III Politique économique	24
Politique budgétaire	25
Monnaie et crédit	30
IV Politique de développement	36
Le troisième Plan de mise en valeur	36
Exécution du Plan	44
V Perspectives et problèmes de politique	46

TABLEAUX

TEXTE :

1	Production et dépense	7
2	Formation brute de capital fixe	9
3	Production agricole	11
4	Indicateurs de la production industrielle	12
5	Emploi et population active	14
6	Prix et salaires	15
7	(a) Balance des paiements de la zone escudo	18
	(b) Balance des paiements de la métropole	19

8	Importations et exportations par groupes de produits	21
9	Exportations par destinations	22
10	Recettes et dépenses du secteur public (dans l'optique de la comptabilité nationale)	26
11	Budget de l'Administration centrale (Budget administratif)	28
12	Monnaie et crédit	33
13	Projections du Plan de Développement 1968-1973	37
	(a) Production et dépense	37
	(b) Emploi	38
	(c) Formation brute de capital fixe et productivité	40
	(d) Recettes et dépenses courantes du secteur public	42
14	Programmes annuels d'investissements des Plans de mise en valeur	45

ANNEXE STATISTIQUE :

A	Produit national et dépense nationale	53
B	Produit intérieur brut au coût des facteurs par branche d'activité	54
C	Formation intérieure brute de capital par branche d'utilisation	55
D	Production agricole	56
E	Production industrielle	57
F	Prix et salaires	58
G	Commerce extérieur par principaux groupes de produits 1960-1969	59
H	Structure du commerce extérieur par produits et par régions en 1968	60
I	Statistiques monétaires et bancaires	61
J	(1) Balance des paiements de la zone escudo 1960-1969	62
	(2) Balance des paiements des provinces d'outre-mer avec les pays n'appartenant pas à la zone escudo 1964-1969	63

INTRODUCTION

L'activité économique s'est développée à un rythme relativement satisfaisant en 1969 ; dans le secteur agricole, toutefois, certaines récoltes ont accusé un recul considérable, et il est probable que le taux de croissance global de l'économie est resté en deçà de l'objectif de 7 % fixé par le Troisième Plan de mise en valeur. Les exportations ont été plus dynamiques que précédemment et les investissements fixes des entreprises ont sans doute commencé de se redresser dans les derniers mois de l'année. La persistance d'un important excédent au titre des paiements extérieurs courants, tout au moins durant la plus grande partie de l'année, donne cependant à penser que l'expansion n'a pas permis d'atteindre un taux d'utilisation des ressources satisfaisant. Les hausses de prix ont été sensibles, eu égard à l'absence probable de tout excédent de la demande globale.

Etant donné la faiblesse qui a caractérisé l'investissement fixe durant la plus grande partie de l'an dernier, et les incertitudes qui entourent les perspectives d'évolution des exportations de biens et services, les autorités se proposent de faire un effort particulier pour accélérer l'investissement public et encourager l'investissement privé. En fait, dans le budget de 1970, tout comme dans celui de 1969, on insiste beaucoup plus que par le passé sur le rôle que la gestion des finances publiques et les autres instruments de régulation de la demande doivent jouer dans l'accélération indispensable de l'investissement et de la croissance économique.

Dans les deux premières parties de la présente étude, on examinera respectivement les tendances de l'activité économique intérieure et l'évolution de la balance des paiements au cours des deux dernières années. La troisième partie sera consacrée à la politique budgétaire et à la politique du crédit. On trouvera dans la quatrième partie un exposé sommaire des projections et des objectifs du Plan de mise en valeur pour la période 1968-1973, ainsi qu'une analyse de l'exécution du Plan au cours des dernières années. Enfin, dans la cinquième partie, on examinera les perspectives à court terme et on essaiera de formuler certaines conclusions concernant la politique économique.

I ÉVOLUTION INTERNE

Selon les prévisions officielles publiées à l'automne de 1969, la progression de l'activité dans les secteurs non agricoles devait s'établir à 6,3 % de 1968 à 1969, taux légèrement inférieur à celui que donnaient les estimations officielles pour l'année précédente. On s'attendait toutefois à ce qu'une diminution de la production agricole ramène la croissance annuelle du PIB à 5 %, contre plus de 6 % les deux années précédentes. Pour 1968, les résultats estimatifs concernant le PIB total s'étaient révélés très proches des prévisions publiées à l'automne de cette même année. Il est difficile de savoir exactement dans quelle mesure les prévisions de l'an dernier se sont réalisées. Les renseignements statistiques dont on dispose pour retracer l'évolution des agrégats de la production et de la dépense sont incomplets. Certains des principaux indicateurs, tels que l'indice mensuel de la production industrielle, ne sont disponibles qu'avec des retards considérables et leur valeur est incertaine. Toutefois, il est sans doute significatif que certains de ces indicateurs (celui des importations, notamment) aient fait apparaître une plus grande fermeté depuis l'établissement des prévisions pour 1969. Cela semblerait indiquer que l'activité a progressé plus rapidement que prévu dans les secteurs non agricoles. Mais, étant donné le recul notable des récoltes, il est probable que le taux de croissance global de l'économie a de nouveau accusé une différence par défaut assez sensible par rapport à l'objectif de 7 % fixé par le Plan de mise en valeur.

Demande

D'après les prévisions officielles, la croissance de l'investissement fixe, déjà faible en 1968, aurait pratiquement plafonné en 1969, les investissements industriels accusant pour leur part une baisse absolue considérable. Mais ces prévisions sont fondées sur des enquêtes assez incomplètes qui ne saisissent pas la totalité des activités et qui paraissent sous-estimer l'investissement fixe. Ainsi, ces dernières années, les résultats ont généralement été nettement supérieurs à ce que permettaient d'attendre les projections publiées à l'automne de la même année. Il est donc possible que les prévisions de l'an dernier pèchent elles aussi par défaut et qu'il n'y ait pas eu de nouvel affaiblissement de la tendance.

Le fait que le Gouvernement se soit montré résolu à poursuivre une politique plus active à l'égard des investissements aurait dû normalement améliorer quelque peu le climat des investissements. Ainsi, certaines

Tableau 1 Production et dépense
Pourcentage de variation en volume

	1968 Milliards d'escudos	1965	1966	1967	1968	1969 Prévisions
Consommation privée	103.2	6.1	3.2	1.4	6.2	
Consommation publique	19.2	7.4	6.6	13.6	6.0	7.0
Dépenses civiles	8.4	6.9	6.5	8.0	4.9	8.1
Dépenses militaires	10.8	7.8	6.7	18.3	6.7	7.4
Formation brute de capital fixe	27.7	10.5	17.4	5.8	3.0	0.7
Demande intérieure finale	148.4	7.0	6.1	3.8	5.5	
Variation de la formation de stocks ¹	—	0.5	-3.2	1.3	0.9	
Variation de la balance extérieure ¹	-5.0	-0.6	0.2	1.5	-0.9	
Exportations, revenus de facteurs exclus	34.4	13.0	4.7	6.5	-5.2	
Importations, revenus de facteurs exclus	39.3	13.3	3.5	0.7	-1.7	
7 PIB aux prix du marché	143.4	7.1	3.2	6.7	5.8	
PIB au coût des facteurs	130.4	7.0	3.3	6.0	5.9	5.0
Agriculture, sylviculture, pêche	24.8	6.3	-9.7	10.6	2.0	-1.1
Autres secteurs	105.7	7.2	6.5	5.0	6.7	6.3

¹ Les chiffres de la première colonne indiquent le niveau absolu de la formation de stocks et de la balance extérieure, ceux des autres colonnes se rapportent aux variations de la formation de stocks et de la balance extérieure exprimées en pourcentage du PIB de la période précédente.

Source : Mémoire soumis par le Portugal à l'OCDE.

mesures ont été prises dans le domaine de la monnaie et du crédit pour faciliter la relance des investissements fixes des entreprises. En outre, les dépenses d'équipement de l'État ont augmenté alors qu'elles avaient diminué de près de 1/10^e durant la période 1964-67. La croissance relativement rapide des exportations industrielles ces deux dernières années devrait aussi avoir exercé une influence favorable sur le climat des investissements. Mais un certain manque de dynamisme dans le développement de l'activité intérieure a continué de peser sur le comportement des entreprises, et la situation à l'étranger (événements sociaux et politiques dans certains pays Membres, situation mouvante des marchés monétaires internationaux, changements de parité et restrictions imposées dans certains pays étrangers aux prises avec des difficultés de balance des paiements) a apparemment agi dans le même sens. Enfin, l'incertitude régnant quant à l'adhésion d'autres pays à la Communauté Économique Européenne semblerait aussi avoir affecté le climat dans l'industrie.

On ne dispose guère d'éléments pour apprécier l'incidence que ces divers facteurs ont exercée sur l'investissement fixe au cours de l'an dernier. Les importations nettes de machines et autres matériels devraient en principe constituer un bon indicateur des investissements de cette catégorie, étant donné les dimensions restreintes de l'industrie nationale des biens d'équipement. Toutefois, d'importants écarts ont été enregistrés dans le passé entre l'évolution de ces importations et les investissements en machines et autres matériels tels qu'ils ressortent des estimations officielles. En 1969, les importations nettes de machines et autres matériels ne se sont accrues que de 5,7 % contre près de 15½ % l'année précédente. Le deuxième grand indicateur partiel de l'évolution de l'investissement fixe, à savoir l'expansion du crédit, a par contre fait preuve de dynamisme. Les crédits accordés au secteur privé par la Banque centrale et les banques commerciales se sont, en effet, fortement accrues en 1969. Tout compte fait, il apparaît donc difficile d'estimer si la tendance de l'investissement fixe s'est sensiblement affermie l'an dernier.

Dans la comptabilité nationale portugaise, la consommation privée est calculée comme élément résiduel ; les chiffres du tableau 1 laissent donc planer une incertitude quant à son évolution réelle. Le redressement des dépenses des consommateurs, tel qu'il ressort des chiffres de 1968, a été facilité par l'amélioration considérable des récoltes de l'année précédente. Pour l'an dernier aucune poussée analogue n'a été enregistrée dans les revenus agricoles, et l'accélération de la hausse des salaires urbains pourrait avoir été contrebalancée en grande partie par l'accélération de la hausse des prix. La tendance de l'emploi urbain ne s'est sans doute guère renforcée. Bien que les envois de fonds des travailleurs émigrés, qui tiennent une place importante dans les revenus des consommateurs, se soient

Tableau 2 Investissement fixe brut
Pourcentage de variation en volume

	1968 Milliards d'escudos	1965	1966	1967	1968	1969 Prévisions
Total	27.7	10.5	17.4	5.8	3.0	0.7
Agriculture, sylviculture, pêche	2.2	-3.5	4.9	15.0	11.5	13.0
Industries extractives et manufacturières	7.6	21.1	24.6	9.2	2.0	-8.4
Autres	17.9	7.7	15.3	12.8	2.4	3.1
Entreprises privées	22.4	14.0	18.1	10.7	-0.1	-2.4
Entreprises publiques	2.0	13.1	36.1	-27.9	29.1	19.0
Secteur d'État	3.3	-7.4	3.2	3.1	12.5	10.6
Logement	6.4	10.4	23.8	18.1	1.6	3.9
Autres investissements dans le bâtiment et la construction	10.3	14.7	23.8	-25.0	8.1	4.3
Machines et autres matériels	11.0	35.7	-3.0	49.3	1.2	-10.2
Importations nettes de machines et autres matériels (CTCI, sect. 7), aux prix courants	10.1	32.1	24.2	-2.7	16.3	5.7

Sources : Mémoire soumis par le Portugal à l'OCDE et Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série B.

rapidement accrus¹, il est possible que la progression de la consommation privée se soit quelque peu ralentie. D'après les estimations officielles, l'accroissement du volume de la consommation publique se serait accéléré sous l'effet notamment d'une augmentation des dépenses civiles.

On ne possède guère de renseignements sur l'évolution de la formation de stocks. Le stockage agricole, qui tient probablement une grande place dans la formation totale de stocks devrait avoir diminué étant donné les mauvais résultats de la production agricole en 1968 et 1969. Les importations de matières premières et de produits semi-finis ont fait preuve d'une certaine fermeté, mais l'incidence de ce facteur sur la formation de stocks est incertaine étant donné les difficultés que l'on rencontre pour apprécier la tendance de la production industrielle. On peut raisonnablement supposer que le mouvement de restockage s'est poursuivi, mais il est peu probable que l'activité dans ce domaine ait fourni à l'économie une impulsion égale à celle de 1968, année où le renversement du mouvement de déstockage s'était traduit par une variation correspondant à environ 1 % du PIB d'après les estimations officielles.

Dans les chiffres semi-définitifs du commerce extérieur, les importations de produits autres qu'alimentaires à l'exception des diamants auraient progressé un peu moins rapidement en 1969, que l'année précédente. Il convient toutefois de noter que ces importations n'évoluent pas toujours, parallèlement à la croissance globale de l'économie. Il n'est pas exclu en effet que la croissance du PIB ait pu dépasser les prévisions. La demande finale s'est en effet sans doute accrue à un rythme plus ou moins égal à celui de 1968, le taux de croissance de l'investissement fixe brut restant à peu près inchangé d'une année à l'autre tandis que la progression de la consommation privée accusait un certain ralentissement et que la consommation publique marquait au contraire une accélération. Le solde de la balance extérieure à prix constants qui avait précédemment tendance à s'affaiblir, a probablement inversé son mouvement, compensant ainsi et au-delà la réduction de l'incidence expansionniste du stockage.

Production

Les récoltes de l'an dernier ont été relativement médiocres. D'après les chiffres provisoires dont on dispose, les principales récoltes céréalières

1 Les recettes au titre des transferts privés en provenance des pays n'appartenant pas à la zone escudo (transferts constitués en quasi-totalité par les envois de fonds des travailleurs émigrés) ont représenté plus de 5 % du revenu national total ces dernières années. Les données de la balance des paiements, qui paraissent surestimer l'accroissement de ces recettes (voir ci-dessous page 23), donnent à penser que la progression s'est établie en moyenne à quelque 50 millions de dollars par an, ce qui représente environ 1½ % de la consommation privée.

Portugal

Tableau 3 Production agricole
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1965	1966	1967	1968	1969 ^p
Indice de la production agricole	2	-24	32	—	-19
Céréales	5	-21	36	9	-20
Blé	30	-49	204	17	-48
Seigle, orge, avoine	35	-32	40	18	-28
Maïs	-23	23	2	-5	—
Riz	-23	11	-5	2	18
Pommes de terre	-22	4	40	-16	—
Vin	8	-39	9	20	-35
Huile d'olive	75	-47	112	-34	13
Viande	20	11	-17	24	23
Bovins	35	6	-18	16	36
Ovins et caprins	2	5	1	17	-1
Porcins	12	20	-20	37	14
Lait	6	-3	-1	3	
Beurre	-7	-23	-3	27	
Fromage	20	-6	3	-6	
Poissons débarqués	-3	-11	11	-11	-10

P. Provisoire.

Sources : Instituto Nacional de Estatistica et Memorandum statistique soumis par le Portugal à l'OCDE.

et la production de vin ont été sensiblement inférieures aux résultats de 1968, la récolte d'olives rattrapant toutefois en partie son recul antérieur. La production animale a continué d'augmenter ; les données provisoires font apparaître que la production de viande a continué de progresser assez fortement. Cela a réduit l'incidence défavorable des récoltes sur la production agricole totale, mais il est probable que la diminution du PIB dans l'agriculture se révèle supérieure aux prévisions qui la chiffraient à 1,1 %.

Au moment de la rédaction de la présente étude, on ne disposait d'aucun indice annuel de la production industrielle, que ce soit pour 1968 ou 1969. L'indice mensuel, qui ne saisit pas toutes les activités, fait apparaître des variations annuelles sensiblement différentes à la fois de celles de l'indice annuel et des chiffres de la comptabilité nationale relatifs au PIB dans l'industrie. L'indice mensuel de la production a évolué de façon irrégulière en 1969, le vif redressement observé dans les premiers mois de l'année ayant été suivi par un plafonnement. Malgré cela, il est probablement significatif que pour l'ensemble de l'année 1969 l'indice mensuel fasse apparaître une progression de 8,2 % par rapport à 1968, alors que de 1967 à 1968 cette progression avait été de 6 %. D'après les chiffres du commerce extérieur, les importations de matières premières et de produits semi-ouvrés ont continué à faire preuve d'un

Tableau 4 Indicateurs de la production industrielle
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Volume du PIB imputable à l'industrie	Indices de la production industrielle		Importations de produits de base et de produits semi-finis ¹
		Indice annuel (y compris les industries extractives et la production d'électricité)	Somme des indices mensuels	
1969	5.2 ²		8.8	9.8
1968	8.5		6.0	12.4
1967	7.6	5.4	-1.6	4.0
1966	6.9	7.0	4.8	-2.1
1965	9.9	6.2	5.2	18.1

1 CTCI, sections 2 à 4 et 6, aux prix courants.

2 Prévisions de l'automne de 1969.

Sources : Mémoire statistique soumis par le Portugal à l'OCDE; Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, Série B.

dynamisme relatif. Bien que ces importations soient influencées par des facteurs autres que la production industrielle, notamment par les activités de stockage, elles sembleraient néanmoins traduire une certaine amélioration des résultats dans le secteur industriel.

La tendance de l'activité dans les autres secteurs de l'économie a sans doute marqué une légère amélioration. Les statistiques de production font apparaître une reprise dans la production des principaux matériaux de construction en 1969, ce qui donne à penser que l'activité dans le secteur de la construction s'est affermie. Les activités liées au tourisme se sont aussi améliorées après la médiocrité des résultats de 1968. Le nombre des nuits passées par des étrangers dans les pensions et hôtels portugais, qui pour la première fois depuis de nombreuses années avait accusé un léger recul en 1968, a augmenté d'environ 14 % en 1969.

Emploi et marché du travail

Les statistiques dont on dispose pour apprécier la tendance de l'emploi en 1969 sont incomplètes, mais il est peu probable que cette tendance se soit écartée sensiblement de celle des années précédentes. Durant ces années, la croissance économique n'avait pas été suffisante pour fournir des possibilités d'emploi au surcroît de population active. L'émigration avait toutefois absorbé les ressources de main-d'œuvre inuti-

Portugal

lisée et, de 1960 à 1965, l'allongement du service militaire avait arrêté l'aggravation du chômage déclaré. Les données publiées par les principaux pays qui reçoivent des travailleurs portugais font apparaître un fort accroissement de l'émigration pour l'an dernier, après une certaine stabilisation en 1968. Cet accroissement porte en grande partie sur la main-d'œuvre qualifiée ou semi-qualifiée et il est probable, dans ces conditions, que les pénuries déjà observées les années précédentes pour ces catégories de travailleurs se sont aggravées en 1969. Le chômage déclaré est apparemment resté faible, mais il subsiste un important chômage latent, notamment dans l'agriculture.

Prix et salaires

Les indices disponibles font apparaître une vive hausse des prix à la consommation en 1969. Pondérés en fonction de la population, les indices relatifs aux six principales villes ont monté de 8,8 % durant l'année, le niveau moyen des prix accusant une augmentation du même ordre pour l'ensemble de l'année alors que la hausse observée de 1967 à 1968 avait été de 5,7 %. Cette accélération semble avoir été due en grande partie aux produits alimentaires, encore que les prix des autres produits aient aussi fait preuve de moins de stabilité que précédemment et que l'élément « loyers » des indices ait accusé des augmentations particulièrement importantes. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées à Lisbonne et à Porto où, d'après les indices officiels, le coût de la vie a augmenté de 10 %.

L'évolution des prix à la consommation enregistrée ces dernières années contraste vivement avec la stabilité relative que font apparaître les indices disponibles pour la période 1960-65. Ainsi, l'indice du coût de la vie à Lisbonne a augmenté à un rythme annuel moyen de 6,5 % de 1966 à 1969, contre 2,7 % durant la première moitié de la décennie. L'indice des prix dérivé de la consommation privée a aussi monté dans des proportions sensibles, encore qu'à un rythme un peu plus lent que les indices du coût de la vie. Ces mouvements ne s'expliquent pas très bien. L'accélération que font apparaître les indices publiés¹ est probablement imputable pour une part à des facteurs statistiques. Les majorations d'impôts indirects ont aussi joué un rôle, notamment durant la période qui a suivi l'institution d'une taxe de 7 % sur les transactions, vers la fin de 1966.

1 Ainsi, l'échantillon utilisé pour calculer l'élément « loyers » de l'indice du coût de la vie à Lisbonne a été modifié vers la fin de 1967. En employant ce nouvel échantillon on a obtenu un accroissement de 33 % pour cette année-là, alors que l'ancien échantillon n'avait pratiquement fait apparaître aucune augmentation pour 1967 et les années précédentes. Cet indice ne couvre toutefois que les nouvelles habitations. Il n'est donc pas très représentatif de l'évolution globale des loyers.

Tableau 5 **Emploi et population active**
Taux annuels

	Emploi en 1967 (milliers)	1961-65	1966-67	1968-69
<i>Pourcentage de variation</i>				
Secteur où l'emploi est en diminution	1 229	-3.7	-2.3	
Agriculture et pêche	1 060	-3.8	-2.1	
Mines	22	-3.6	—	
Services domestiques	147	-3.1	-3.3	
Secteurs où l'emploi est en augmentation	1 830	2.3	1.8	
Industrie manufacturière	762	2.2	1.2	
Bâtiment et travaux publics	261	3.1	2.4	
Autres	807	2.1	2.2	
Emploi total	3 059	-1.2	0.1	-1.1
<i>Milliers</i>				
Accroissement naturel de la population d'âge actif		45.0	41.2	36.5
Émigration nette		39.7	39.0	66.4
Accroissement de la population active non émigrante		5.3	2.2	-29.9
Variation de l'emploi au Portugal		-15.2	4.2	-30.4
Résidu ¹		(20.5)	(-2.0)	(0.5)

1 Poste reflétant l'évolution de l'emploi militaire, des taux d'activité et du chômage déclaré.

Sources : Mémorandum soumis par le Portugal à l'OCDE; Troisième Plan de mise en valeur; Fundo de Desenvolvimento da Mao-de-Obra, Variação do emprego (1968) et estimations du Secrétariat.

Tableau 6 Prix et salaires
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1965	1966	1967	1968	1969
Prix à la consommation					
Six principales villes ¹	3.7	5.8	5.0	6.0	9.2
Lisbonne	3.4	5.1	5.5	6.1	8.8
Alimentation	4.2	7.3	1.7	4.2	8.1
Autres biens et services	2.6	2.5	10.0	8.1	9.6
Habillement et chaussures	0.6	2.7	8.4	1.1	0.3
Loyers	3.3	0.9	18.2	15.6	19.5
Services divers	3.3	4.0	8.2	8.0	8.3
Prix de gros, Lisbonne	3.3	4.0	3.8	3.7	3.6
Salaires dans l'industrie et les transports					
Lisbonne	5.7	8.0	8.5	8.7	11.4
Porto	11.9	11.0	11.0	8.1	9.9
Salaires des ouvriers agricoles du sexe masculin	5.5	14.3	8.9	18.5	7.2

¹ Estimations du Secrétariat fondées sur les indices des différentes villes pondérés en fonction de la population de celles-ci.
Source : Boletim mensal de estatística, Instituto Nacional de Estatística.

L'évolution des prix a aussi été influencée par le relèvement des prix agricoles à la production, combiné avec une réduction progressive des subventions à la consommation pour certains produits alimentaires de base et la levée des contrôles précédemment exercés sur les prix des produits alimentaires et de certains produits non alimentaires. Par ailleurs, l'accélération de la hausse des salaires a probablement entraîné des ajustements de prix dans un certain nombre de secteurs, peut-être même dans ceux où elle ne faisait que combler l'écart qui s'était creusé entre l'accroissement des gains horaires et les progrès de la productivité du travail. Enfin, il ne fait aucun doute que l'évolution des prix au Portugal a été influencée ces derniers temps par les tendances inflationnistes régnant à l'étranger¹.

En définitive, il est peu probable que l'accélération de la hausse des prix soit due à l'apparition d'un excédent au niveau de la demande globale. Mais des tensions sur les prix se sont manifestées dans plusieurs secteurs du fait que l'offre n'arrivait pas à s'adapter assez rapidement à l'évolution de la structure de la demande. La forte expansion du tourisme observée depuis le milieu des années 60 a probablement contribué dans une mesure non négligeable à renforcer les tensions sur les prix intérieurs.

En 1969, l'indice des prix de gros à Lisbonne a augmenté sensiblement au même rythme que l'année précédente. Toutefois, sa progression paraît s'être accélérée dans les derniers mois de l'année, sans doute en grande partie sous l'effet des fortes hausses enregistrées sur les marchés étrangers dans les prix de certaines matières premières importantes. L'indice couvre largement les produits alimentaires et les produits de base et ne donne apparemment qu'un poids relativement faible aux matières importées.

Les salaires ont augmenté rapidement ces dernières années, influencés sans aucun doute par la forte émigration de main-d'œuvre. Les indices pour les régions de Lisbonne et de Porto font apparaître une nette accélération de la hausse des taux de salaires en 1969, mais celle-ci a probablement été contre-balançée en grande partie par l'accélération des hausses de prix. Les taux de salaires dans l'agriculture, qui avaient augmenté à un rythme extrêmement rapide au cours de certaines années récentes, n'ont accusé qu'une progression relativement modérée en 1969. Il est toutefois possible que ces indices ne saisissent pas l'ensemble des activités, et comme on ne dispose que de données fragmentaires sur les gains salariaux dans l'industrie, il est extrêmement difficile d'apprécier l'évolution des coûts

1 Les prix en escudos des importations de produits industriels d'Espagne et du Royaume-Uni ne semblent pas avoir été sensiblement modifiés à la suite de la dévaluation de la peseta et de la livre sterling à la fin de 1967 (ces deux pays ont fourni environ $\frac{1}{4}$ des importations portugaises de produits manufacturés en 1967-68).

salariaux. Dans les branches d'industrie de création relativement récente, les progrès de la productivité ont probablement été au moins du même ordre que la hausse des salaires ces dernières années, alors que les coûts de main-d'œuvre se sont peut-être alourdis dans les branches traditionnelles, moins efficaces.

II BALANCE DES PAIEMENTS

La balance totale des paiements courants de la métropole (avec l'étranger et les provinces d'outre-mer) a continué de dégager un important excédent. Celui-ci avait fortement diminué en 1968, mais il représentait encore quelque 1½ % du PIB. Les opérations courantes avec les pays situés hors de la zone escudo, qui s'étaient soldées par un excédent pour la première fois en 1967, étaient redevenues légèrement déficitaires et l'excédent traditionnel avec les provinces d'outre-mer avait été réduit. Les provinces d'outre-mer avaient enregistré dans leurs opérations courantes avec l'étranger un solde positif à peu près égal à celui de l'année précédente, de sorte que l'excédent de la balance courante de l'ensemble de la zone escudo avait fortement diminué (retombant à 45 millions de dollars). Les entrées nettes de capitaux à long terme de la métropole avaient légèrement fléchi, mais ce mouvement avait été à peu près contrebalancé par le fait que les sorties nettes de capitaux à long terme du reste de la zone escudo avaient été un peu plus faibles¹. Le compte des opérations en capital à long terme de la zone escudo avait donc de nouveau dégagé un excédent, de l'ordre de 100 millions de dollars. Le faible déficit enregistré au titre des opérations en capital non monétaire à court terme et des opérations non recensées avait diminué, et l'augmentation de la position nette en devises des institutions monétaires privées avait été beaucoup plus faible que précédemment. Ces divers mouvements s'étaient soldés par un certain recul de l'excédent exceptionnellement important des règlements officiels, qui était retombé à 135 millions de dollars en 1968, soit à peu près au niveau de 1966. Alors qu'en 1967 l'excédent s'était traduit pour une bonne part par un accroissement des réserves en devises, celles-ci avaient baissé en 1968 tandis que les avoirs officiels en or augmentaient de 157 millions de dollars.

1 Étant donné que les opérations entre les Provinces d'outre-mer et les pays étrangers sont enregistrées sur la base des règlements, les investissements directs étrangers effectués sous forme d'importations de biens d'équipement n'apparaissent ni dans le compte des opérations courantes ni dans celui des opérations en capital. Or, il se peut fort bien que ces investissements aient été importants au cours de la période étudiée; dans ce cas, les sorties nettes de capitaux des Provinces d'outre-mer vers les pays étrangers, que fait apparaître la balance des paiements, ne seraient qu'apparentes dans une certaine mesure.

Tableau 7a Balance des paiements de la zone escudo
Millions de dollars

	1966	1967	1968	Chiffres provisoires	
				1968	1969
OPÉRATIONS COURANTES					
Métropole ¹	-40	29	-37	48	60
Provinces d'outre-mer ²	78	86	82	84	10
Exportations	203	233	264	260	266
Importations	253	279	326	321	383
Balance commerciale	-50	-46	-62	-61	-117
Services et transferts	128	132	144	145	127
Balance courante de la zone Escudo	38	115	45	132	70
OPÉRATIONS EN CAPITAL					
Capitaux à long terme	106	107	105	82	39
Capitaux à court terme et opérations non recensées	-10	-12	-7	-71	-54
BALANCE DES OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES	134	210	143	143	55
INSTITUTIONS MONÉTAIRES PRIVÉES	-5	-59	-8	-8	-5
BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS (augmentation des avoirs = +)	129	151	135	135	50
Position nette au FMI	4	—	—	—	—
Opérations officielles diverses	-14	-10	-10	-10	-19
Variations des réserves	139	161	145	145	69
Or	66	57	157	157	23
Devises convertibles	73	104	-12	-12	46

1 Voir le détail au tableau 7 b.

2 Sur la base des règlements.

Sources : Mémorandum statistique soumis par le Portugal à l'OCDE et Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Tableau 7b Balance des paiements de la métropole
Millions de dollars

	Avec les pays situés hors de la zone escudo					Avec le reste de la zone escudo				Balance totale				
	1966	1967	1968	Chiffres Provisoires		1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	Chiffres Provisoires	
				1968	1969								1968	1969
Exportations, fob	481	536	581	555	630	145	180	205	202	626	716	786	760	832
Importations, fob	822	868	963	857	1 004	92	93	111	118	914	961	1 074	968	1 122
Balance commerciale	-341	-332	-382	-302	-374	53	87	94	84	-288	-245	-288	-208	-290
Solde des services	143	153	82	87	42	-21	-12	-30	47	122	141	52	57	89
Voyages	178	187	135	136	93	11	16	17	17	189	203	152	153	110
Transports	-49	-51	-42	-37	-43	5	6	4	8	-44	-45	-38	-33	-35
Assurances	-3	-2	-5	-5	-6	1	1	1	2	-2	-1	-4	-4	-4
Revenu de l'investissement	-5	-3	-6	-6	-4	17	23	27	37	12	20	21	21	33
Opérations du secteur public	13	2	-11	-12	-3	-57	-61	-83	-26	-44	-59	-94	-95	-29
Divers	9	20	11	11	5	2	3	4	9	11	23	15	15	14
Solde des transferts privés	158	208	263	263	392	41	61	52	25	199	269	315	315	417
Balance des opérations courantes	-40	29	-37	48	60	73	136	116	156	33	165	79	164	216
Capitaux à long terme	113	118	110	86	6	—	-32	-16	-32	113	86	94	70	-26
Privés	94	104	93	69	—	-3	-22	-6	-9	91	82	87	63	-9
Publics	19	14	17	17	6	3	-10	-10	-23	22	4	7	7	-17
Capitaux à court terme et opérations non recensées	-10	-12	-6	-70	-56	-4	-20	7	1	-14	-32	—	-63	-55
Balance des transactions non moné- taires	63	135	67	64	10	69	84	107	125	132	219	173	171	135

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.

NOTE Les opérations avec les Provinces d'outre-mer sont comptabilisées sur la base des règlements.

Source : Mémoire statistique soumis par le Portugal à l'OCDE.

Selon les chiffres semi-définitifs dont on dispose, l'excédent courant total de la métropole paraît s'être considérablement accru en 1969, du fait essentiellement d'une augmentation marquée de l'excédent avec les provinces d'outre-mer. Toutefois, l'excédent courant de celles-ci avec les pays étrangers ayant virtuellement disparu, il est probable que l'excédent de la zone escudo s'est trouvé légèrement réduit. Les entrées nettes de capitaux à moyen et à long terme dans la métropole ont sensiblement diminué et, bien que les entrées nettes de capitaux étrangers dans les provinces d'outre-mer aient progressé, la tendance à la dégradation du solde des opérations en capital de la zone escudo paraît s'être poursuivie. Malgré l'important écart qui est apparu entre les taux d'intérêt pratiqués à l'étranger et sur le marché intérieur, la balance des opérations en capital à court terme ne s'est apparemment pas dégradée. En définitive, l'excédent de la balance des règlements officiels a considérablement diminué, mais les réserves d'or et de devises ont encore augmenté de 69 millions de dollars. A la fin de l'année, ces réserves (y compris la tranche-or au FMI) s'élevaient à 1.444 millions de dollars, ce qui représente environ 12 mois d'importations de la zone escudo en provenance de l'étranger.

Le déficit de la balance commerciale de la métropole avec le reste du monde s'est probablement accru en 1969. L'amélioration considérable du solde des opérations invisibles a cependant entraîné une augmentation non négligeable de l'excédent de la balance des opérations courantes. La tendance des importations est difficile à saisir en cours d'année¹. Les chiffres provisoires des services des douanes font apparaître une progression des importations de plus de 18 % d'une année sur l'autre, en raison essentiellement d'une très forte accélération au quatrième trimestre. Toutefois si l'on compare les chiffres semi-définitifs de 1969 aux chiffres définitifs de l'année précédente, la croissance des importations est plus modeste et s'établit à près de 10 %. Les importations de produits alimentaires n'ont progressé que modérément malgré les résultats médiocres de la production agricole et une mauvaise saison en ce qui concerne

1 Des raisons d'ordre statistique expliquent les divergences considérables constatées pour les années antérieures entre les chiffres provisoires du commerce extérieur publiés dans le bulletin mensuel de statistique (et repris dans la série A des statistiques de l'OCDE) et les chiffres définitifs publiés dans l'Annuaire Statistique du commerce extérieur (qui montrent pratiquement la même évolution que les données semi-définitives publiées dans la série B des statistiques de l'OCDE).

% de variation	Importations						Exportations					
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Chiffres provisoires	16.9	17.7	13.0	0.1	2.6	18.4	23.6	10.5	10.1	9.2	6.9	12.3
Chiffres définitifs	18.6	18.7	10.7	3.6	11.2	10.1	23.3	11.8	7.5	13.2	8.7	12.1

Les services compétents ont toutefois entrepris de réviser la procédure d'enregistrement des statistiques du commerce extérieur.

Tableau 8 **Importations et exportations par groupes de produits**
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Valeur en 1968 millions de dollars	1965	1966	1967	1968	1969
<i>Importations, caf</i>						
Produits alimentaires, boissons, tabac	147	6.2	35.2	10.8	6.3	2.3
Autres articles	1 031	22.0	7.6	2.4	14.3	11.2
Matières premières et demi-produits	521	18.1	-2.1	4.0	12.2	9.9
Produits chimiques	112	12.6	7.7	7.7	17.0	20.2
Articles manufacturés finis	398	32.5	23.3	-1.0	16.2	10.3
Total	1 178	20.0	10.7	3.6	11.2	10.1
<i>Exportations, fob</i>						
Produits alimentaires, boissons, tabac	175	20.6	3.4	13.6	6.1	-2.9
Autres articles	577	9.2	9.1	12.9	9.5	16.3
Matières premières et demi-produits	403	8.3	7.1	9.3	6.6	15.5
Produits chimiques	46	-1.2	10.3	4.1	-0.7	12.7
Articles manufacturés finis	128	21.9	18.5	34.2	24.8	20.0
Total	752	11.7	7.7	13.0	8.7	11.8

NOTE Correspondance avec les sections de la CTCI :
 Produits alimentaires, boissons, tabacs : 0,1.
 Matières premières et demi-produits industriels : 2, 3, 4, 6.
 Produits chimiques : 5.
 Produits manufacturés finis : 7, 8.

Source : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série B.

la pêche. Les importations de produits chimiques ont continué d'augmenter rapidement et celles de certains groupes de produits manufacturés finis en particulier les véhicules routiers et les machines et appareils électriques ont aussi connu une expansion relativement ferme.

Après avoir enregistré une croissance d'environ 8½ % en 1968, les exportations de la métropole paraissent s'être développées à un rythme plus soutenu au cours de 1969. D'après les chiffres semi-définitifs du commerce extérieur, la progression année sur année aurait été d'environ 12 %. Le raffermissement de la tendance paraît résulter d'une expansion assez sensible des exportations de matières brutes et demi-produits. Les exportations de produits chimiques qui avaient enregistré un recul marqué en 1968 sembleraient s'être vivement redressées et celles de produits manufacturés finis ont probablement continué de se développer à un rythme très soutenu. Les exportations de produits alimentaires ont, par contre, enregistré une certaine diminution par suite des mauvaises récoltes. C'est surtout à destination des principaux pays de la CEE que les exportations portugaises ont connu le rythme de croissance le plus élevé, mais malgré une progression modérée des expéditions vers le Royaume-Uni, les exportations à destination de l'AELE se sont accrues à un rythme rapide. Le taux de croissance des exportations vers les provinces d'outre-mer qui interviennent pour environ un quart des exportations totales du Portugal métropolitain, semblerait s'être accentué quelque peu ; par contre, les expéditions vers les Etats-Unis ont quasiment stagné.

Tableau 9 Exportations par destinations
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Ventilation en pourcentage 1967					
		1965	1966	1967	1968	1969
Total	100.0	11.7	7.5	13.2	8.7	11.9
Pays de l'OCDE	65.3	14.5	8.5	13.2	8.7	16.6
Royaume-Uni	21.5	24.9	13.8	30.2	6.5	11.9
États-Unis	10.1	12.5	15.8	-0.3	13.9	0.2
Allemagne	5.3	19.0	-15.3	-5.3	17.1	24.8
France	4.6	3.1	18.5	3.6	7.4	26.9
Suède	4.7	5.6	0.6	68.8	20.7	23.2
Italie	2.4	11.7	21.6	-16.4	-0.8	29.8
Autres pays Membres	16.7	9.9	6.4	9.2	4.3	23.5
Pays non Membres de l'OCDE	34.7	7.0	5.6	13.2	9.3	2.5
dont : zone escudo	24.3	11.7	1.4	17.2	11.4	11.0

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A, et Boletim mensal de estatística, Instituto Nacional de Estatística.

Portugal

L'excédent de la balance des opérations invisibles courantes qui avait subi une certaine diminution en 1968 s'est considérablement accru en 1969. La réduction non négligeable du déficit constaté en 1969 sur les opérations gouvernementales (poste qui reflète en partie l'évolution des dépenses militaires dans les provinces d'outre-mer) et les services divers, a contribué à l'amélioration de la balance mais celle-ci est aussi apparemment imputable à une progression marquée des recettes enregistrées au titre des transferts privés (essentiellement les transferts d'économies des travailleurs émigrés). Si l'on en juge d'après les statistiques de la balance des paiements, voir chiffres du tableau 7 b, la tendance à une diminution des entrées nettes au titre des recettes touristiques se serait poursuivie en 1969. Il convient, toutefois, de noter que des problèmes d'enregistrement statistique compliquent l'interprétation de ces chiffres. Depuis 1968, en effet, une partie de plus en plus importante des remises de fonds par les travailleurs étrangers qui intervenaient précédemment sous forme liquide et étaient enregistrées dans les recettes touristiques, s'effectuent désormais sous forme d'envois de chèques postaux internationaux et sont comptabilisées dans les transferts. Cette évolution s'est accentuée avec la remise en vigueur du contrôle des changes dans certains pays étrangers. Les chiffres de la balance des paiements ne reflètent donc pas la tendance sous-jacente des transactions réelles au titre des postes tourisme et transferts privés.

Il est probable cependant qu'en 1968 la saison touristique a été relativement médiocre. Pour la première fois depuis des années, le nombre des nuitées dans les hôtels et les pensions a légèrement fléchi et le nombre des touristes espagnols et français qui représentent une proportion très importante du nombre total des touristes étrangers au Portugal a diminué assez considérablement. Les dévaluations intervenues dans certains pays vers la fin de 1967 ont pu jouer un certain rôle. C'est ainsi que la progression très rapide des entrées de touristes en Espagne en 1968 permet de penser que le Portugal et certains autres pays de l'Europe méditerranéenne qui n'ont pas dévalué ont pu souffrir d'une certaine diversion des flux touristiques traditionnels. Une reprise assez marquée de l'activité touristique paraît être intervenue en 1969. C'est ainsi que le nombre de touristes étrangers ayant visité le Portugal métropolitain s'est accru de 10,9 % et le nombre des nuitées semblerait avoir augmenté encore plus fortement. On ne possède malheureusement pas de statistiques sur l'évolution des dépenses moyennes par touriste. Il est probable qu'en 1969 les transferts d'économies sur salaires des travailleurs émigrés se sont aussi accrus assez considérablement. Bien qu'on ne possède pas de statistiques globales sur l'émigration portugaise, le rythme de l'activité économique dans les pays européens principaux employeurs de main-d'œuvre portugaise est resté très soutenu. Si l'on en juge par les statisti-

ques de main-d'œuvre françaises et allemandes les entrées de travailleurs portugais dans ces pays auraient en effet augmenté considérablement.

Des mesures sont intervenues en 1968 pour réduire les sorties de capitaux illicites, inciter les résidents portugais à rapatrier les fonds détenus à l'extérieur et encourager les investissements directs étrangers au Portugal. Le contrôle des changes a été renforcé et une amnistie a été accordée pour les sorties illégales de capitaux qui avaient eu lieu au cours des années antérieures. Des garanties légales ont d'autre part été accordées aux non-résidents en ce qui concerne le transfert des revenus de l'investissement et le rapatriement des capitaux. Il est difficile d'apprécier l'incidence exacte que ces mesures ont pu avoir sur les mouvements de capitaux. En 1969, en effet, les mouvements de capitaux à moyen et long terme du Portugal métropolitain qui en 1968 s'étaient soldés par des entrées nettes de près de 100 millions de dollars ont probablement fait place à un léger déficit. Cette évolution paraît principalement imputable à une sensible diminution des entrées nettes au titre des opérations en capital du secteur privé avec l'étranger. Les recettes nettes imputables aux investissements de portefeuille se sont nettement réduites par suite d'une diminution considérable des achats de titres portugais par des non-résidents. L'évolution des taux d'intérêt à long terme au Portugal et à l'étranger n'a probablement pas été étrangère à cette situation. Les entrées nettes au titre des crédits commerciaux et des prêts financiers ont d'autre part fait place à des sorties nettes, en raison essentiellement de la progression très importante des remboursements. Les investissements directs étrangers au Portugal qui avaient eu tendance à baisser en 1968 ont par contre progressé quelque peu en 1969. Peut-être faut-il voir là l'effet des mesures qui avaient été adoptées l'année précédente. La balance des opérations en capital du secteur public paraît aussi s'être très légèrement détériorée.

III POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Dans le passé, les autorités portugaises n'ont pas fait un usage systématique des politiques budgétaire et monétaire pour assurer la régulation de la demande à court terme, et le souci d'obtenir un taux d'expansion économique adéquat n'est pas toujours apparu très clairement dans la formulation de ces politiques. Ces dernières années, toutefois, on a pu voir qu'une attitude plus active était adoptée à l'égard de la croissance économique en général et de l'investissement fixe en particulier. Ainsi, les dépenses publiques consacrées à l'investissement et à la promotion de l'investissement ont été augmentées. Certaines mesures d'incitation nou-

velles ont été instituées en faveur de l'investissement fixe privé et les autorités monétaires ont pris diverses dispositions en vue d'accroître les disponibilités de crédit destinées au financement des investissements. Ce changement d'attitude se traduit également dans le budget de 1970, qui fait apparaître une manière nouvelle d'envisager le problème de la relance des investissements des entreprises et qui expose de façon plus détaillée que les budgets des années précédentes les objectifs des politiques budgétaire et monétaire pour l'année en cours.

Politique budgétaire

D'après les estimations provisoires des opérations de l'Administration centrale (compte tenu des fonds et des services autonomes), les dépenses d'investissement fixe aux prix courants ont augmenté de 14 % entre 1967 et 1968 (cf. tableau 10). L'épargne courante de l'Administration centrale s'est accrue dans des proportions assez sensibles, compensant et au-delà l'augmentation des investissements fixes de sorte que les besoins de financement, déjà faibles en 1967, ont encore diminué. Pour l'ensemble du secteur public, les investissements fixes bruts n'ont progressé que de 7,3 % en valeur. L'épargne courante s'est fortement accrue et la capacité de financement a doublé pour atteindre un niveau représentant 0,9 % du PIB. Ainsi, tout compte fait, et malgré la tendance plus soutenue des investissements fixes de l'Administration centrale, on ne saurait conclure de ces chiffres provisoires que la politique budgétaire a été notablement assouplie en 1968.

Les estimations du compte de l'Administration centrale dans l'optique de la comptabilité nationale impliquaient un desserrement nettement plus prononcé en 1969. Elles indiquaient en effet un accroissement de 40 % des dépenses d'investissement fixe, un certain ralentissement dans l'augmentation des recettes courantes et une accélération dans l'augmentation des dépenses courantes civiles. L'épargne courante de l'Administration centrale devait donc ainsi diminuer et les besoins de financement accuser une augmentation très sensible. Le déficit global, calculé dans l'optique de la comptabilité nationale, devait être entièrement financé par l'emprunt intérieur et par des prélèvements sur les réserves de trésoreries ; pour les emprunts extérieurs, les remboursements devaient excéder les nouveaux emprunts, comme les années précédentes. Il importe de noter que la politique d'accumulation des réserves de trésorerie constatée au cours de la période de 1964-1966 avait été abandonnée en 1967.

Cet assouplissement de la politique de gestion des finances publiques, qui transparaissait dans l'estimation du compte de l'Administration centrale de l'an dernier, se reflétait aussi dans les prévisions relatives à l'ensemble du secteur public. L'investissement fixe brut devait s'accroître

Tableau 10 Recettes et dépenses du secteur public
Établies dans l'optique de la comptabilité nationale
Milliards d'escudos

	Administration centrale ¹			Ensemble du secteur public		
	1967	1968	1969 ²	1967	1968	1969 ²
Recettes courantes	20.05	22.21	24.00	27.57	30.68	32.96
Impôts directs	5.77	6.42	7.00	7.25	8.00	8.82
Cotisations de Sécurité sociale	—	—	—	4.86	5.61	5.81
Impôts indirects	12.63	14.00	15.13	13.20	14.58	15.73
Autres	1.65	1.79	1.87	2.26	2.49	2.60
Dépenses courantes	19.06	20.71	22.80	23.82	26.21	28.59
Biens et services, à titre civil	5.90	6.37	7.05	7.89	8.42	9.18
Biens et services, à titre militaire	9.78	10.76	11.93	9.78	10.76	11.93
Transferts et subventions	2.22	2.36	2.48	5.25	6.13	6.50
Intérêts sur la dette publique	1.16	1.22	1.34	0.89	0.89	0.98
Épargne courante	0.99	1.50	1.20	3.75	4.47	4.37
Transferts en capital, net	0.01	0.12	0.16	0.32	0.44	0.49
Investissement fixe brut	1.77	2.02	2.82	3.41	3.66	4.63
Capacité ou besoins de financement, net	-0.77	-0.40	-1.46	0.66	1.25	0.23
Prêts, déduction faite des remboursements	1.71	1.66	1.76	2.05	1.96	2.08
Emprunts, déduction faite des remboursements	-1.17	-0.53	-1.47	-0.47	0.14	-1.05
intérieurs	-1.28	-1.09	-1.79	-0.57	-0.42	-1.37
extérieurs	0.10	0.56	0.32	0.10	0.56	0.32
Augmentation ou diminution (—) de la situation de trésorerie	-1.31	-1.53	-1.75	-0.92	-0.85	-0.80

1 Compte tenu des fonds et services autonomes de l'Administration centrale.

2 Prévisions faites à l'automne de 1969.

Source : Mémoire soumis par le Portugal à l'OCDE.

dans des proportions considérables, encore qu'à un rythme moins ambitieux que celui prévu pour l'Administration centrale. L'augmentation des recettes courantes, notamment des cotisations de Sécurité sociale, devait se ralentir assez sensiblement malgré l'extension de la Sécurité sociale au secteur agricole. Mais le taux d'accroissement des dépenses courantes ne devait guère être réduit, de sorte que l'épargne courante devait être légèrement plus faible qu'en 1968. La progression de l'investissement fixe brut devait virtuellement faire disparaître l'excédent global.

Les chiffres relatifs à l'utilisation des crédits de paiement de l'Administration centrale (compte non tenu des fonds et services autonomes) pour les onze premiers mois de 1969 donnent à penser que la politique plus expansionniste adoptée à l'égard des investissements s'est poursuivie, mais il est douteux que l'accroissement de 40 % que faisaient apparaître les prévisions établies dans l'optique de la comptabilité nationale ait été réalisé. Les dépenses civiles courantes marquaient aussi une progression sensible, tandis que les autorisations de dépenses militaires ne variaient qu'assez peu par rapport à l'année précédente à pareille époque. Mais ce type de données ne constitue sans doute pas un indicateur très sûr des résultats du budget pour l'ensemble de l'année. L'accroissement des autorisations de dépenses militaires notamment tend à être concentré en grande partie sur les derniers mois de l'année. L'accélération des dépenses a été liée à une forte accélération des recettes au titre du budget ordinaire, et l'excédent global du budget administratif était beaucoup plus important que durant les onze premiers mois de 1968. Il est donc difficile de dire, en définitive, si la politique budgétaire est devenue sensiblement moins restrictive.

On ne dispose pour l'année en cours que du budget établi selon les règles classiques de l'administration. Il est quelque peu difficile d'en interpréter les prévisions étant donné que, comme les années précédentes, les recettes aussi bien que les dépenses sont nettement sous-estimées. Certes, on a commencé de prendre des dispositions en vue d'abandonner les techniques traditionnelles de prévision budgétaire au profit de méthodes d'estimation plus réalistes. Pourtant, les prévisions relatives aux recettes de la fiscalité indirecte sont presque identiques, et celles relatives aux recettes de la fiscalité directe à peine plus élevées que les résultats effectifs de 1968. On constate une progression assez importante des recettes extraordinaires de sources autres que l'emprunt, mais ces recettes de caractère très varié sont peu significatives. De même, il est difficile de savoir dans quelle mesure les estimations de dépenses se trouvent affectées par les modifications intervenues dans les techniques de prévision. Ces dernières années, le surcroît de recettes non prévu dans le budget était consacré en grande partie aux dépenses militaires et, dans

Tableau 11 Budget de l'Administration centrale
Budget administratif, compte non tenu des fonds et services autonomes
Milliards d'escudos

	Résultats des comptes budgétaires			Prévisions initiales				
	1966	1967	1968	1966	1967	1968	1969	1970
Recettes totales, emprunt exclu	17.84	20.91	22.67	14.22	16.43	18.51	19.99	24.36
Impôts directs	5.08	5.42	6.27	4.32	4.60	4.85	5.29	6.46
Impôts indirects	7.45	9.41	10.05	5.04	6.28	7.41	8.11	9.99
Autres recettes ordinaires	4.41	5.07	5.51	3.46	4.08	4.65	5.10	5.58
Recettes extraordinaires	0.90	1.01	0.84	1.40	1.47	1.60	1.49	2.33
Dépenses courantes totales	14.01	16.44	17.98	12.04	14.82	15.41	18.04	20.56
Civiles	4.51	5.03	5.53	4.33	5.39	5.86	6.76	8.31
Militaires	8.44	10.23	11.16	6.75	8.32	8.73	9.73	10.55
Intérêt de la dette publique	1.06	1.18	1.29	0.96	1.11	0.82	1.55	1.70
Épargne courante	3.83	4.47	4.69	2.18	1.61	3.10	1.95	3.80
Investissement fixe brut et prêts bruts	4.64	5.54	6.08	4.28	4.38	5.56	6.39	7.29
Amortissement de la dette	0.98	1.38	1.14	1.09	1.00	1.36	0.89	0.94
Emprunt intérieur	1.06	2.31	2.17	2.13	3.55	2.81	3.92	3.62
Emprunt extérieur	0.84	0.24	0.93	1.06	0.22	1.01	1.41	0.81
Report sur les exercices suivants	0.11	0.10	0.57	—	—	—	—	—

Sources : Ministère des Finances, Relatório do Orçamento, para 1970, Conta Geral de Estado, 1968; Proposta de lei de autorização das receitas e despesas para 1970.

Portugal

une moindre mesure, à l'investissement et aux opérations de prêts. C'est ainsi que, pour certaines années, les dépenses militaires se sont révélées être jusqu'à 25 % supérieures aux prévisions initiales. Dans ces conditions, il est probable qu'en 1970 les dépenses effectives seront de nouveau supérieures aux prévisions initiales. On s'attend à ce que les dépenses civiles courantes, dont l'évolution dans le passé a été plus conforme aux prévisions, augmentent relativement vite en 1970, en partie sous l'effet du relèvement des salaires et des traitements des employés de l'État. Les prévisions semblent aussi impliquer que les investissements fixes et les opérations de prêt de l'Administration centrale conserveront un caractère expansionniste. Mais étant donné l'accroissement prévu de l'épargne courante, les besoins de financement de l'Administration centrale devraient être nettement inférieurs à ceux qui avaient été prévus pour 1969.

Étant donné la nature de ces estimations, il est difficile de dire si elles impliquent une réorientation de la politique budgétaire dans un sens expansionniste durant l'année en cours. Le budget prévoit certaines modifications d'impôts notamment dans le cas des impôts professionnels et complémentaires, de l'impôt sur le capital¹ et des droits de succession frappant les gros héritages, mais on ne pense pas que celles-ci accroissent sensiblement les recettes fiscales en 1970. Les diverses mesures d'incitation adoptées en faveur des investissements fixes en 1968 resteront en vigueur. Il s'agit de déductions dans l'assiette imposable de la taxe industrielle accordées à certaines branches d'activité pour l'achat de certains biens d'équipement et de l'application de barèmes d'amortissement un peu plus favorables qu'auparavant. En outre, certaines branches d'activité bénéficient de l'importation en franchise de biens d'équipement non produits par l'industrie nationale, et toutes les branches d'activité peuvent importer en franchise, ou en n'acquittant qu'un droit de douane réduit de 50 %, nombre de produits industriels de base importants. Bien que des avantages semblables aient été accordés avant 1968, les nouvelles mesures prises cette année-là étaient plus larges et plus importantes car elles simplifiaient des procédures administratives particulièrement lourdes.

Quant à l'incidence que les finances publiques exerceront sur l'activité et la production, elle dépendra, en partie tout au moins, de l'effet réel qu'aura exercé sur la conduite des opérations budgétaires le changement

1 Les impôts professionnels sont des impôts sur les salaires frappant les entreprises du secteur privé et les revenus du travail pour les professions libérales. L'impôt complémentaire est un impôt sur les revenus des personnes physiques supérieurs à un certain plafond. L'impôt sur le capital frappe les divers revenus du capital, notamment les intérêts sur les dépôts à long terme, les revenus des actions et des obligations, etc.

d'attitude des autorités portugaises à l'égard de la politique budgétaire, tel qu'il ressort des diverses déclarations figurant dans les lois de finance de 1969 et 1970. Celles-ci portent notamment sur la nécessité d'apprécier le budget en fonction de ses effets sur le niveau général de la demande et de l'activité plutôt qu'en fonction des normes traditionnelles de la comptabilité budgétaire. Pour permettre une gestion plus rationnelle des finances publiques, il importe, estime-t-on, de classer les opérations budgétaires suivant une nomenclature répondant aux réalités économiques, d'abandonner la pratique qui consiste à sous-estimer systématiquement les prévisions de recettes et de dépenses, et d'élargir le cadre du budget proprement dit de manière à y inclure diverses opérations qui n'y sont pas inscrites actuellement. Les documents budgétaires insistent en outre sur la nécessité de poursuivre une politique plus expansionniste, en vue notamment d'assurer une croissance satisfaisante de l'investissement fixe. A cet égard, il est jugé souhaitable que l'État pratique une politique d'incitation au développement des investissements du secteur privé, qu'il participe directement ou par l'intermédiaire d'entreprises publiques à la création d'entreprises industrielles, enfin que le secteur public prenne directement l'initiative d'effectuer certains investissements.

Pour ce qui est des répercussions que pourrait avoir sur la balance des paiements l'application d'une politique plus expansionniste à l'égard de l'investissement et de l'activité économique en général, on juge qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper, étant donné le niveau élevé des réserves d'or et de devises et le volume des entrées nettes de capitaux prévues. Les répercussions sur le plan des prix ne sont pas considérées comme un obstacle ; la hausse relativement forte enregistrée en cours de l'an dernier semble en effet avoir été due en grande partie non pas à l'apparition d'un excédent de demande globale, mais plutôt à des difficultés temporaires d'approvisionnement pour certains produits agricoles et à une mauvaise adaptation de l'offre à l'évolution de la structure de la demande.

Politique de la monnaie et du crédit

Au Portugal, le recours à la politique de la monnaie et du crédit comme instrument de régulation de la demande est resté jusqu'à présent limité. Les mesures prises ces dernières années ont visé avant tout à modifier le cadre institutionnel en vue de pallier certaines insuffisances des marchés monétaire et financier. Il s'agit essentiellement d'améliorer la fonction de transformation de l'épargne à court terme en moyens de financement à plus long terme, d'amener les épargnants à abandonner leur préférence pour l'épargne liquide, et de fournir des facilités permettant de satisfaire les besoins spéciaux de crédit de certains secteurs.

Portugal

Diverses mesures législatives nouvelles ont été votées à cette fin ces dernières années, et d'autres mesures sont envisagées dans plusieurs domaines.

Hormis ces mesures d'ordre essentiellement structurel, il n'y a guère eu d'autres mesures dans le domaine de la monnaie et du crédit ces dernières années. Les mesures qui avaient été exposées dans la précédente étude économique de l'OCDE sur le Portugal ont été suivies à l'automne de 1967 par certaines modifications dans les coefficients de réserves obligatoires des banques ainsi que dans les plafonds concernant la rémunération des dépôts bancaires et les taux d'intérêt des prêts bancaires. De légères modifications ont été apportées au début de 1969 aux taux appliqués aux opérations d'escompte et de réescompte de la Banque centrale. Ces diverses mesures sont exposées en détail ci-après :

- (a) En ce qui concerne les réserves obligatoires des banques, les coefficients pour les dépôts à moins de 90 jours, qui avaient été sensiblement relevés en 1965, ont été légèrement abaissés en 1967, tandis que pour les autres dépôts le coefficient était porté de 5 à 6 %. En même temps, un plafond de 15 % était imposé sur la fraction des réserves que les banques sont autorisées à détenir sous forme de chèques bancaires et postaux. Les mesures prises en 1969 ont ramené ce plafond à 10 % et spécifié en détail les catégories d'avoirs qui peuvent être constituées en réserves pour les différentes catégories d'engagements. Les coefficients globaux de réserves fixés en 1967 sont toutefois restés inchangés.
- (b) Les plafonds des taux de rémunération des dépôts bancaires, allant de $\frac{1}{2}$ à $3\frac{1}{2}$ %, ont fait en 1967 l'objet d'ajustement allant de $\frac{1}{2}$ à $\frac{3}{4}$ de point. Sauf pour les dépôts à vue et les dépôts d'une durée maximale de 30 jours détenus par les entreprises commerciales ou industrielles, la plupart des catégories de dépôts ont bénéficié d'un relèvement de leur plafond de rémunération.
- (c) Simultanément, les plafonds imposés sur les taux des prêts bancaires ont été relevés de $\frac{1}{2}$ à 1 point, cette hausse étant applicable à des taux allant de $4\frac{1}{2}$ à $5\frac{1}{2}$ %. Toutes les catégories de crédits étaient visées par cette mesure, sauf les crédits de moins de 3 mois et de plus de 5 ans, pour lesquels les plafonds sont restés inchangés à $4\frac{1}{2}$ et $6\frac{1}{2}$ respectivement.
- (d) Pour ce qui est du taux d'escompte, il a été décidé au début de l'an dernier de remplacer les taux uniformes appliqués jusque là ($2\frac{1}{2}$ % pour le réescompte et 3 % pour l'escompte) par une série de taux sélectifs allant de $2\frac{1}{4}$ à 3 %.

En avril 1970, la Banque du Portugal a porté son taux d'escompte de 3 à 3½ %. Un certain nombre d'opérations ont toutefois continué à bénéficier d'un taux de réescompte spécial fixé à :

- 2 % pour les crédits à l'exportation (octroyés aux termes des décrets-lois n° 47.908 du 7 septembre 1967 et n° 48.950 du 3 avril 1969) ;
pour les crédits à moyen terme sous régime spécial (décret-loi n° 48.948 du 3 avril 1965). Il s'agit de crédits que les banques commerciales peuvent octroyer à partir de certaines ressources telles que les dépôts à terme de plus de 180 jours, le produit des émissions d'obligations, les fonds obtenus des établissements spéciaux de crédit ou d'établissements de crédit étrangers.
- 2¾ % pour les opérations de crédit concernant soit l'achat d'équipements d'origine nationale, soit l'achat de matières premières pour l'industrie nationale ;
pour les opérations de crédit relatives à l'achat de biens de consommation indispensables à l'approvisionnement public.
- 3½ % pour toutes les autres opérations de réescompte.

Il est difficile de discerner l'effet que ces diverses mesures ont pu avoir sur la situation de la monnaie et du crédit jusqu'à ce jour. Les ajustements intervenus dans les coefficients de réserves, ainsi que dans les taux appliqués aux dépôts et aux prêts bancaires, devraient normalement avoir entraîné certaines modifications dans la structure des dépôts et du crédit, mais les statistiques disponibles ne permettent pas de les retracer avec précision. La principale modification que ces statistiques font apparaître est un certain allongement des dépôts effectués auprès des banques commerciales et des caisses d'épargne (au profit des dépôts allant de 90 jours à 1 an). Toutefois, malgré le relèvement des plafonds de rémunération des dépôts bancaires intervenu en 1967, ces taux restaient faibles par rapport à ceux qui étaient pratiqués dans la plupart des autres pays Membres et aussi par rapport à l'importance de la hausse des prix intérieurs. Il est donc possible que cette mesure n'ait guère contribué à mobiliser l'épargne disponible qui tendait à être détenue sous forme liquide, notamment sous forme de thésaurisation. Le fait que les taux d'intérêt aient été ainsi maintenus à un niveau généralement faible alors qu'ils suivaient à l'étranger une courbe fortement ascendante, explique peut-être aussi en partie la dégradation du compte des opérations en capital de la balance des paiements que l'on a enregistrée l'an dernier (voir page 24).

Après avoir marqué un net fléchissement en 1967, la progression des crédits financés sur ressources monétaires a repris un rythme de croissance plus rapide en 1968, surtout dans la dernière partie de l'année.

Tableau 12 **Monnaie et crédit**
Millions d'escudos

	Encours fin de période 1968	Variation annuelle			Pourcentage de variation		
		1967	1968	1969	1967	1968	1969
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	130 980	11 535	15 392	22 690	11.1	13.3	17.3
Disponibilités monétaires	94 673	5 744	6 090	12 341	6.9	6.9	13.0
Disponibilités quasi-monétaires	36 307	5 791	9 302	10 349	27.3	34.4	28.5
Avoirs extérieurs	44 961	4 595	4 924	2 269	13.0	12.3	5.0
Position au FMI	561	—	—	—	—	—	—
Investissements de portefeuille	12 918	998	217	1 009	8.5	1.7	7.8
Compte de compensation avec les provinces d'outre-mer	445	31	88	32	9.5	24.6	7.2
Divers	-15 080	618	-904	622	—	—	—
Crédits bancaires ¹	87 175	5 293	11 607	18 758	7.5	14.5	21.5
Secteur public	3 020	1 343	-1 426	322	43.3	-32.1	10.7
Secteur privé	82 587	4 236	11 787	18 963	6.4	16.6	23.0
Divers ²	1 568	-286	706	-527	—	—	—
Banques commerciales	63 267	5 439	9 103	14 869	11.2	16.8	23.5
CGDCP ³ et Caisses d'Épargne	17 658	705	1 324	2 372	4.5	8.1	13.4
Banque du Portugal ⁴	5 688	-534	22	2 076	-8.6	0.4	36.5
Effets commerciaux en portefeuille	52 595	4 718	7 280	14 294	11.6	16.1	27.2
Prêts garantis et comptes courants	28 823	2 968	2 694	4 464	12.8	10.3	—
Autres opérations de crédit	5 757	-2 393	1 093		—	—	—

NOTE En raison de modifications méthodologiques, les séries ne sont pas exactement comparables avec celles publiées par la Banque du Portugal pour les années antérieures à 1965. Les trois ventilations du tableau ne donnent pas le même total.

- 1 A l'exclusion des opérations entre banques.
- 2 Compte tenu du poste d'ajustement.
- 3 Caixa Geral de Depositas, Credito e Previdencia.
- 4 Déduction faite des crédits au secteur monétaire.

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Cette expansion s'est accélérée en 1969. L'encours des crédits bancaires de toute nature (crédits à l'économie et crédits au secteur public) s'est en effet accru d'environ 21½ % en cours d'année. Les crédits accordés au secteur public, qui avaient très fortement diminué en 1968 se sont développés à un rythme modéré d'environ 10 %. Les crédits au secteur privé ont, par contre, fortement augmenté par suite d'une accélération substantielle des crédits consentis par la Banque centrale et les banques commerciales. Les opérations de prêts des banques commerciales ont continué de se développer à un rythme soutenu comparable à celui de 1968, tandis que leurs opérations d'escompte de papier commercial se sont accrues à un rythme encore plus rapide (d'environ 25 %). La position de liquidité des banques commerciales (réserves de caisse sur ensemble des engagements) s'est contractée, passant de 15,2 % en 1968 à 13,2 % en 1969 ; à la fin de 1969, l'excédent des réserves libres sur les réserves légales minima obligatoires s'élevait à 18,3 % contre près de 34 % au cours des deux années précédentes. Les banques commerciales ont, d'autre part, accentué leurs recours aux facilités de crédit de la Banque centrale. Leur marge de crédit disponible, qui s'élevait encore à près de 15 % en 1968, a été ramenée à moins de 10 % en 1969.

L'expansion de la masse monétaire au sens large (disponibilités monétaires et quasi-monétaires) a eu tendance à s'accélérer, passant de 13,3 % en 1968 à 17,3 % en 1969, soit un rythme nettement plus rapide que celui du PIB aux prix courants. La progression a été particulièrement forte au cours du dernier trimestre de l'année. Les disponibilités quasi-monétaires ont enregistré un accroissement sensiblement plus important que les disponibilités monétaires, sous l'effet des mesures d'incitation à l'épargne. Une tendance au ralentissement de la conversion des dépôts à vue en dépôts à terme s'est toutefois dessinée. Cette expansion de la masse monétaire reflète essentiellement la croissance rapide des crédits financés par le système bancaire. Les avoirs nets en or et en devises comptabilisés dans les contreparties de la masse monétaire ont, en effet, eu tendance à s'accroître moins rapidement qu'en 1968.

Les statistiques disponibles ne permettent pas de retracer avec précision l'évolution de l'ensemble des moyens de financement mis à la disposition de l'économie au cours de ces dernières années. Outre les crédits financés par le système bancaire, une partie des crédits à l'économie est en effet financée sur ressources non-monétaires¹. Les entreprises peuvent, d'autre part, avoir recours au marché des capitaux ou aux emprunts à l'étranger. C'est ainsi que certaines entreprises semblent avoir fait appel plus qu'auparavant aux concours financiers étrangers, bien que

1 Fonds propres de certains établissements financiers, Banco de Fomento, Fonds publics à caractère financier (Fonds de développement de la pêche, du tourisme, etc.).

Portugal

l'écart des taux d'intérêt ait été favorable à l'emprunt sur le marché intérieur. Cela tient apparemment, entre autres raisons, à ce que les procédures d'octroi de crédit suivies par les banques étrangères sont moins lourdes et moins longues qu'au Portugal. Les emprunts privés sur le marché financier intérieur se sont accrus en 1968, et cette tendance paraît s'être poursuivie l'an dernier. Certaines mesures ont été prises en 1967 en vue de rendre plus attrayants les placements sous forme d'achats de valeurs industrielles portugaises à revenu fixe, mais il est impossible de dire si elles ont permis aux entreprises privées d'améliorer sensiblement leur position relative dans la collecte de l'épargne privée. Ces mesures prévoyaient des exonérations plus importantes pour la plupart des émissions privées et un relèvement de 5 à 6 % du plafond des taux d'intérêt qui pouvaient être offerts. Dans le même temps, toutefois, les taux d'intérêt versés sur les « obligations de développement » du Trésor ont été portés de 3½ à 5 % et, comme on l'a dit ci-dessus, la plupart des taux servis sur les dépôts bancaires ont été majorés.

Les moyens de remédier aux diverses insuffisances du marché financier ont continué de faire l'objet d'études intenses ces dernières années. On envisage de modifier la réglementation du marché financier en vue de développer le volume des émissions et d'en favoriser la diversification. On prévoit notamment des mesures visant à inciter les sociétés à financer une fraction plus importante de leurs augmentations de capital en faisant appel au marché intérieur.

Diverses mesures ont aussi été prises pour améliorer la structure des prêts bancaires. Des modifications ont notamment été apportées l'an dernier aux règlements applicables à la Caixa Geral, principale institution de prêts à moyen et à long terme, ainsi qu'aux prêts à moyen et long terme des banques commerciales. Ces modifications visaient à accroître la capacité de prêt de ces institutions sur le marché à moyen et à long terme. Simultanément ont été créées de nouvelles facilités ayant pour objet d'aider les banques commerciales à apprécier les risques de crédit et à se garantir contre eux. Des plans visant à aménager le crédit à l'agriculture, à l'industrie, au tourisme, aux exportations et aux importations, ont aussi commencé d'être mis en œuvre ces dernières années. De nouvelles institutions de crédit ont été créées pour répondre à certains de ces besoins spéciaux. La plus importante est la Sociedade Financeira Portuguesa, établie l'an dernier. Travaillant en coopération avec les autres institutions de crédit, cette société aidera à la création de nouvelles entreprises, notamment d'entreprises mixtes, et facilitera la réorganisation des entreprises existantes. L'une de ses fonctions importantes concerne le financement du développement régional. Pour financer ses activités, elle dispose de certains fonds budgétaires spéciaux, et on envisage de la charger de la gestion du portefeuille commercial de l'Etat.

IV POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Troisième Plan de mise en valeur

Le Troisième Plan de mise en valeur couvre la période 1968-1973¹. Il prévoit un taux de croissance moyen du volume du PIB de 7 % par an ; le taux de croissance effectif s'était établi aux environs de 6 % durant la période du Plan Intérimaire (1965-1967) et il a sans doute légèrement dépassé ce chiffre durant les deux premières années d'exécution du Troisième Plan. On s'attend à ce que le tourisme constitue le moteur de l'expansion, avec un taux de croissance annuel moyen de 20 %. Pour l'industrie manufacturière et le bâtiment on prévoit des taux de croissance de 9 et 8 % respectivement, contre 8,3 et 2,3 % durant la période du Plan Intérimaire. On table sur un taux d'expansion plus modéré (3 %) pour l'activité agricole, mais cela représente néanmoins une nette amélioration par rapport aux résultats passés. Le Plan reconnaît que les facteurs autonomes ne sauraient à eux seuls assurer cette amélioration. C'est pourquoi, contrairement au Plan Intérimaire, dans lequel l'agriculture était traitée comme un secteur résiduel², le Troisième Plan considère qu'un accroissement satisfaisant de la production et de la productivité agricoles constitue un important objectif de politique. Si les autorités portugaises attachent un intérêt accru à l'agriculture, c'est, semble-t-il, parce qu'elles sont préoccupées par les répercussions que risquent d'avoir sur le plan social la faiblesse des revenus agricoles et l'important exode de main-d'œuvre de ce secteur, ainsi que par les effets préjudiciables de l'insuffisance de la production agricole sur les prix des denrées alimentaires et les importations de ces produits.

Les auteurs du Troisième Plan estiment que l'expansion prévue de la production n'exigera guère d'accroissement de l'emploi ; ils supposent, en fait, que l'emploi total augmentera en moyenne de 0,5 % par an, la productivité du travail s'accroissant à une cadence annuelle moyenne de 6,5 %. Pour l'industrie manufacturière et la construction, on s'attend à ce que la progression de l'emploi soit relativement plus lente que durant la première moitié de la dernière décennie (voir tableau 13 b) ; on évalue à 1,7 et 1,9 % respectivement les progrès dans ces deux branches. En revanche, on prévoit une forte accélération de l'emploi dans le secteur des services (exemption faite des services domestiques), de sorte

1 L'analyse qui est ici faite est fondée sur les objectifs qui ont été annoncés dans les documents publiés du Plan. Ceux-ci prévoyaient toutefois que le plan ferait l'objet d'une révision en ce qui concerne les projets à entreprendre au cours de la période 1971-1973.

2 Voir *Études Économiques* du Portugal de 1966, OCDE, p. 35.

Tableau 13 Projections du Plan de mise en valeur 1968-1973

(a) PRODUCTION ET DÉPENSE (aux prix de 1963)

	1967 Estimations du plan		1973		Pourcentage annuel de variation	
	Milliards d'escudos	Pourcentage	Milliards d'escudos	Pourcentage	Tendance 1953-1966	Prévisions 1968-1973
Consommation privée	79.7	72.0	108.5	65.6	4.3	5.6
Consommation publique	14.2	12.8	19.7	11.9	7.5	5.7
Investissement fixe brut	21.0	19.0	37.3	22.5	8.5	8.5
Variation de stocks	0.9	0.9	1.3	0.8		
Exportations de biens et services	28.1	25.4	51.3	31.0	—	10.8
Importations de biens et services	33.1	30.1	52.7	32.0	—	7.8
Balance extérieure	-5.2	-4.7	-1.4	-0.8	—	
PNB aux prix du marché	110.5	100.0	165.5	100.0	5.2	7.0
Secteur primaire	17.6	17.5	21.1	14.0	1.0	3.0
Agriculture et pêche	17.3	17.2	20.6	13.7	1.0	3.0
Industries extractives	0.4	0.4	0.5	0.3	-2.2	3.5
Secteur secondaire	44.1	43.9	73.6	48.9	8.3	8.9
dont : Industries manufacturières	35.5	35.3	59.6	39.6	8.2	9.0
Construction	5.7	5.7	9.1	6.0	8.1	8.0
Secteur tertiaire	38.8	38.6	55.9	37.1	5.0	6.3
PIB au coût des facteurs	100.5	100.0	150.6	100.0	5.0	7.0

NOTE Tous les chiffres des tableaux relatifs au Troisième Plan de mise en valeur sont tirés du Plan, et les chiffres concernant les années passées, dont certains sont des estimations provisoires, ne concordent pas toujours de ce fait avec ceux qui sont donnés dans d'autres parties de la présente étude.

Source : Troisième Plan de mise en valeur 1968-1973.

(b) EMPLOI

	1967		1973		1953-1966	1967-1973
	Milliers	Pourcentage	Milliers	Pourcentage	Variation annuelle moyenne en pourcentage	
TOTAL	3 058.7	100.0	3 151.7	100.0	0.4	0.5
Secteur primaire	1 082.5	35.4	896.2	28.5	-1.9	-3.1
Agriculture	1 022.1	33.4	835.2	26.5	-2.0	-3.3
Pêche	38.7	1.3	39.3	1.2	—	—
Industries extractives	21.7	0.7	21.7	0.7	-0.8	—
Secteur secondaire	1 037.1	33.9	1 151.3	36.5	2.4	1.8
Industries manufacturières	762,1	24.7	845.1	26.8	1.9	1.7
Construction	260.8	8.3	291.7	9.3	3.7	1.9
Autres branches d'activité	14.2	0.9	14.5	0.5	—	—
Secteur tertiaire	939.1	30.7	1 104.2	35.0	1.0	2.7
Administration publique	113.6	3.7	115.5	3.7	0.4	0.3
Éducation	63.5	1.9	100.7	3.2	5.7	8.0
Santé	42.7	1.3	62.4	2.0	5.3	6.5
Autres branches	719.3	23.7	825.6	26.2	—	—

Source : Troisième Plan de mise en valeur 1968-1973.

Portugal

que l'emploi total non agricole devrait augmenter relativement plus vite que précédemment. Le mouvement d'exode de main-d'œuvre de l'agriculture devrait se ralentir quelque peu par rapport à la période 1961-65, le nombre de travailleurs quittant ce secteur devant s'élever à 18.000 par an en moyenne.

Pour que les objectifs de croissance globaux fixés par le Plan puissent être atteints il faudra que la formation brute de capital fixe augmente à une cadence annuelle de 8,5 % ; elle atteindrait ainsi 22,5 % du PNB en 1973 (aux prix de 1963) contre 19 % en 1967. Les objectifs relatifs aux investissements varient sensiblement d'un secteur à l'autre, reflétant les diverses hypothèses retenues quant aux coefficients de capital et à la croissance de la production. Comparativement aux résultats passés, la progression des investissements fixes devrait marquer une accélération toute particulière dans l'agriculture et l'industrie, et l'on envisage aussi une forte augmentation dans le secteur du tourisme. Les documents publiés du Plan estimaient à 17,5 % la part du secteur public dans la formation totale brute de capital fixe durant la période du Plan ; cet objectif a été ultérieurement ramené à 14 %.

La consommation privée est calculée par différence mais il apparaît que le taux de croissance annuel moyen de 5,6 %, qui a ainsi été prévu pour cette composante de la demande, est compatible en gros avec les hypothèses retenues pour l'emploi, l'émigration et l'évolution des salaires et des traitements. Pour la consommation publique, on envisage un accroissement annuel de 5,7 %. A supposer que l'indice des prix dérivé de la contribution de cet agrégat au PIB suive une évolution parallèle à celle qui a été observée durant les années 1966-68, cela donnerait une augmentation de 10 % en valeur. Il apparaît toutefois que pour les salaires et traitements des employés de l'Etat, on a supposé une progression un peu plus rapide que durant les années 1966-1968.

Selon les prévisions du Plan, les dépenses civiles ordinaires de l'Administration centrale et les dépenses militaires ordinaires doivent augmenter au rythme annuel de 10,5 % (prix courants). Ce taux semble être un peu plus élevé que celui envisagé pour l'expansion du PIB aux prix courants. La tendance de l'emploi dans le secteur public ne devrait pas varier de façon sensible, les dépenses consacrées à la santé publique et à l'enseignement seraient accrues et il n'y aurait guère de changement dans le taux de croissance des autres dépenses civiles. On s'attend à ce que les dépenses militaires ordinaires (aux prix courants) augmentent de 9,3 % par an. Les dépenses militaires extraordinaires (difficiles à prévoir, il faut bien l'avouer) sont apparemment exclues des projections. On a toutefois retenu à cet égard deux hypothèses pour la période du Plan (1971-1973) ; ou bien elles poursuivront leur tendance récente ou bien elles

(c) INVESTISSEMENT FIXE BRUT ET PRODUCTIVITÉ

	Investissement fixe brut (aux prix de 1963)					Productivité par personne employée			
	1967		1973		Pourcentage annuel de variation		Pourcentage annuel de variation		
	Milliards d'escudos	%	Milliards d'escudos	%	Tendance 1953-1966	Prévisions 1968-1973	Tendance 1953-1966	Prévisions 1968-1973	
TOTAL	20.98	100.0	37.19	100.0	8.5	8.5	4.5	6.5	
Agriculture, sylviculture	1.20	5.7	2.63	7.1	2.2	8.5	3.1	6.5	
Pêche	0.19	0.9	0.34	0.9	3.1	3.4	2.0	3.4	
Industrie	8.50	40.5	14.98	40.2					
Mines et carrières	0.05	0.2	0.07	0.2	-9.5	—	1.4	3.5	
Industries manufacturières	6.40	30.6	10.73	28.8	13.8	9.0	6.2	7.2	
Électricité, gaz, eau	2.05	9.8	4.18	11.2	5.7	11.4	7.2	9.0	
Construction	0.31	1.5	0.51	1.4	10.0	8.0	4.2	6.0	
Services	10.78	51.4	18.83	50.5					
Transports	2.80	13.3	5.97	16.0	7.9	8.0	3.3	3.8	
Administration publique	1.07	5.1	1.44	3.8	10.6	5.8	2.9	3.6	
Éducation	0.29	1.4	0.70	1.9	6.6	8.0	—	—	
Santé	0.11	0.5	0.38	1.0	-2.8	6.5	—	—	
Autres activités	6.51	31.0	10.34	27.7					

Source : Troisième Plan de mise en valeur 1968-1973.

reviendront à un niveau plus « normal » après 1970, ce qui permettrait de les réduire de 2,7 milliards d'escudos entre 1970 et 1973. Les autorités ont d'ailleurs prévu que, pour la deuxième moitié de la période du Plan, les principaux objectifs pourraient être révisés en fonction de l'évolution des dépenses militaires extraordinaires.

D'après les prévisions exposées ci-dessus, les dépenses courantes du secteur public (à l'exclusion des dépenses militaires extraordinaires) augmenteraient un peu plus rapidement que les recettes courantes. Il semble que pour calculer les recettes fiscales on ait pris une proportion fixe du montant du PIB, tel qu'il ressort des prévisions établies aux prix courants, alors que l'on devrait normalement s'attendre à voir augmenter l'élasticité de ces recettes par rapport au revenu national. Abstraction faite des dépenses militaires extraordinaires et des investissements fixes du secteur public, l'excédent des opérations du secteur des administrations publiques se monterait à 11,4 milliards d'escudos pour la dernière année de la période du Plan. Cela semble correspondre à environ 5 % du PIB de 1973 aux prix courants¹. Si les dépenses militaires extraordinaires restaient à leur niveau de 1968 aux prix courants, l'épargne courante du secteur public équivaldrait à environ 2,5 % du PIB en valeur.

En ce qui concerne la balance des paiements, le Plan prévoit que l'excédent des paiements courants de la métropole avec le reste du monde s'élèvera à 3,8 % du PNB d'ici à 1973, compte non tenu des opérations invisibles avec les provinces d'outre-mer que l'on a supposé devoir rester en équilibre durant la période du Plan. Les importations de biens et services devraient s'accroître de 8 % et les exportations de 10,6 % par an, la progression des importations étant un peu plus rapide que celle des exportations pour les marchandises (7,8 contre 6,5 %). Le volume des importations de denrées alimentaires augmenterait à une cadence un peu plus vive que celle prévue pour la consommation privée. Les importations de combustibles et lubrifiants d'origine minérale ne s'accroîtraient que très lentement (2 %) ; on s'attend, en revanche, à une progression de 9 à 10 % pour les importations de machines et autres matériels ainsi que pour celles de produits chimiques, le mouvement étant un peu moins rapide pour les autres articles manufacturés et les matières premières.

Les projections relatives aux importations paraissent faibles eu égard aux relations qu'elles impliquent avec les autres grands agrégats de la

1 L'estimation du PIB de 1973 a été obtenue en appliquant au PIB aux prix courants de 1967 un taux de croissance annuel moyen de 9,3 %.

(d) RECETTES ET DÉPENSES COURANTES DU SECTEUR PUBLIC¹ (aux prix courants)

	1967	1973	1968-1973		Variation annuelle moyenne, pourcentage
	<i>Milliards d'escudos</i>		<i>Milliards d'escudos</i>	<i>Pourcentage</i>	
Recettes courantes totales	27.9	46.6	227.9	100.0	8.9
Recettes fiscales totales	25.4	43.4	210.4	92.3	9.3
Revenu du domaine de l'État et des entreprises nationales	1.2	1.7	9.0	3.9	6.0
Transferts courants	0.9	1.1	6.1	2.7	3.4
Ventes de biens et services	0.4	0.4	2.4	1.1	—
Dépenses courantes totales	20.1	35.2	169.2	100.0	9.8
Dépenses courantes en biens et services	13.1	23.8	112.9	66.8	10.5
Civiles	8.3	15.6	72.9	43.1	11.1
Militaires (ordinaires)	4.8	8.2	40.0	23.7	9.3
Subventions	1.4	2.1	10.9	6.4	7.0
Intérêts de la dette publique	1.0	2.4	10.2	6.0	15.7
Transferts courants ³	4.6	6.9	35.2	20.8	7.0
Épargne courante nette	7.8	11.4	58.7	25.8 ³	

1 A l'exclusion des dépenses militaires « extraordinaires ».

2 En provenance ou au profit des ménages, des institutions sans but lucratif et du reste du monde.

3 En pourcentage des recettes courantes.

Source : Troisième Plan de mise en valeur 1968-1973.

Portugal

dépense, et à en juger par les résultats qu'ont enregistrés dans le passé des pays se trouvant à un stade de développement économique analogue. En fait, à supposer même que le degré de substitution de productions nationales aux importations soit élevé, il apparaît difficile d'admettre que l'élasticité des importations par rapport au PNB puisse n'être que légèrement supérieure à l'unité (comme le suppose le Plan) alors que des pays comme l'Italie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal lui-même, ont connu des élasticités à l'importation allant de 1,6 à 2,9 durant la période 1960-67. Les prévisions concernant les importations de denrées alimentaires ne sont pas irréalisables, mais elles impliquent que les objectifs relativement ambitieux qui ont été assignés à l'agriculture soient effectivement atteints. Sinon, les importations de produits alimentaires se révéleraient très supérieures aux prévisions, étant donné qu'aux niveaux de revenus envisagés par le Plan, la demande de produits alimentaires « riches » devrait s'accroître assez fortement. On ne saurait donc, en définitive, écarter l'hypothèse d'une augmentation des importations nettement plus rapide que prévu, et les objectifs du Plan dans ce domaine sont d'ailleurs en cours de révision.

Etant donné les autres hypothèses retenues par le Plan, il faudrait alors, pour que le taux de croissance du PNB atteigne 7 %, que les exportations progressent à un rythme supérieur au taux de 6,5 % actuellement prévu. D'après le Plan, les exportations de produits alimentaire ne devraient s'accroître que modérément (3,6 %) et les exportations de matières premières un peu plus rapidement. Les plus forts accroissements devraient porter sur les machines, le matériel de transport et les produits chimiques. On s'attend à ce que les exportations de textiles se heurtent à la concurrence accrue des pays asiatiques ; or, étant donné le poids de ces produits dans les exportations totales du Portugal, un affaiblissement de leur tendance risquerait de peser sensiblement sur l'ensemble des exportations portugaises. Il est possible toutefois que le Plan ait sous-estimé l'accroissement potentiel des exportations de certains produits.

Le déficit grandissant de la balance commerciale devrait être à peu près contrebalancé par une montée en flèche des recettes nettes au titre des services, principalement des recettes touristiques pour lesquelles on escompte un rythme de croissance annuelle de 20 % à prix constants. Certes, plusieurs pays d'Europe méridionale ont réalisé des taux de cet ordre au stade initial de développement de leur industrie touristique, mais il semble que, passé ce stade, ces taux soient difficilement soutenables. Quoiqu'il en soit, selon les prévisions, le déficit de la balance des biens et services devrait considérablement diminuer durant la période du Plan et l'on s'attend à une progression si rapide du solde net des transferts privés que la balance des paiements courants devrait passer d'un déficit

de 0,1 milliard d'escudos en 1967¹ à un excédent de 6,3 milliards en 1973. Il se pourrait toutefois que les importations se révèlent plus fortes et les recettes touristiques plus faibles que prévu ; dans ces conditions, la balance courante ne dégagerait pas cet important excédent qui, en tout état de cause, ne paraît guère approprié pour un pays se trouvant au stade de développement économique qui est celui du Portugal.

Exécution du Plan

Le document du Plan contient un exposé assez détaillé des orientations que le Gouvernement entend donner à sa politique économique pour atteindre les objectifs fixés. Mais les résultats dépendront dans une très large mesure des dispositions pratiques qui sortiront de ces orientations générales. Comme pour les plans précédents, les options retenues pour l'investissement fixe donneront lieu à l'établissement de programmes annuels. Ceux-ci devraient couvrir plus de la moitié de la formation totale de capital fixe prévue pour la période du Plan, et l'agriculture y tiendra une place particulièrement privilégiée étant donné les objectifs ambitieux qui ont été adoptés pour ce secteur². En ce qui concerne l'industrie, il semble que par rapport au total, la part des investissements fixes couverts par les programmes annuels sera un peu plus faible durant la période du Troisième Plan (la moitié environ) qu'elle ne l'avait été durant celle du Plan Intérimaire. Il ne faut sans doute pas voir là une intention de la part des autorités d'accorder moins d'importance aux investissements industriels, mais plutôt le résultat d'une planification plus réaliste. Dans le passé, en effet, les programmes annuels relatifs au secteur industriel comprenaient non seulement les opérations qui devaient être financées en totalité ou en partie sur les fonds publics prévus à cet effet, mais aussi un important volume d'investissements privés dont les autorités avaient lieu de supposer qu'ils seraient réalisés. Or, il apparaît que pour le programme de 1968, plus des deux cinquièmes des opérations industrielles envisagées se trouvaient à un stade de préparation insuffisant pour en permettre une appréciation quantitative précise. La proportion était plus faible dans le secteur non industriel où les programmes ne couvrent que des opérations approuvées par l'Office central du Plan. Il semble que les responsables de la planification soient désormais résolus à exclure des

1 Estimations utilisées dans le Plan; en fait les paiements courants se sont soldés par un important excédent en 1967.

2 Pour l'agriculture, le tourisme, la santé publique et l'enseignement, le total des dépenses prévues dans les programmes annuels dépasse le total des investissements fixes prévus dans ces secteurs pour l'ensemble de la période du Plan. Cela tient à ce que les programmes reprennent certaines dépenses destinées à des fins autres que l'investissement fixe.

Tableau 14 Programmes annuels d'investissements des Plans de mises en valeur
Milliards d'escudos

	Plan intérimaire				Troisième plan				
	1965-1967 (Moyenne annuelle)		1967		1968		1969		1970
	Prévisions	Dépenses effectives	Prévisions	Dépenses effectives	Prévisions	Dépenses effectives	Prévisions	Dépenses effectives ⁶	Prévisions
<i>Secteurs d'investissement</i>									
TOTAL	13.30	9.05 ¹	14.12		18.53	16.78	19.46		12.65 ²
Industrie	5.01 ³	4.11 ³	5.26		6.23	7.73 ⁴	6.27		0.02
Autres	8.21	6.31	8.86	6.87	12.30	9.02	13.19		12.63
Agriculture et sylviculture	1.09	1.08	1.03	1.27	2.14	1.63	2.32	1.25	1.92
Pêche	0.11	0.21	0.12	0.39	0.35	0.25	0.32	0.12	0.31
Énergie	2.70	1.79	3.44	2.29	2.54	2.05	2.62	2.11	2.59
Transports et communications	2.52	1.97	2.45	1.77	3.80	2.78	3.83	3.00	3.97
Tourisme	0.41	0.47	0.41	0.58	0.74	0.51	0.91		0.34
Logement	0.76	0.39	0.68	0.12	1.35	0.75	1.55	1.07	1.49
Éducation et santé	0.53	0.39	0.59	0.45	1.07	0.71	1.22	1.09	1.46
<i>Sources de financement</i>									
TOTAL	13.30	9.34 ¹	14.12		18.53	16.80	19.46		12.65
Secteur État	4.14	3.47 ³	4.15	3.18 ³	5.58	4.92	6.80	6.06	6.75
Budget de l'Administration centrale	2.02	1.69	1.83	1.58	2.22	2.01	2.65	2.65	2.33
Fonds autonomes	0.53	0.48	0.64	0.61	1.41	1.21	1.38	1.23	2.56
Collectivités locales	0.18	0.23	0.17	0.18	0.29	0.10	0.60	0.37	0.37
Sécurité sociale	0.95	0.71	1.04	0.42	0.91	0.88	1.10	0.88	0.63
Entreprises publiques	0.45	0.37	0.47	0.40	0.75	0.72	1.07	0.92	0.87
Crédits extérieurs	1.82	1.25 ³	1.22	1.21 ³	3.69	1.09	3.13		0.63

1 Le total correspond à la somme de la moyenne des années 1965-1966 pour l'industrie et de la moyenne des années 1965-1967 pour les secteurs non industriels.

2 Moyenne des années 1965-1966 seulement.

3 Les chiffres se rapportent au montant des crédits approuvés.

4 Les données n'étant pas encore disponibles on a retenu les estimations de l'INS.

5 Chiffres provisoires.

6 A l'exclusion du secteur privé de l'industrie et du tourisme.

Sources : Mémoire soumis par le Portugal à l'OCDE; Rapports annuels de la Banque du Portugal et Troisième Plan de mise en valeur 1968-1973.

programmes annuels les projets d'investissement pour lesquels on ne dispose pas de renseignements quantitatifs de base.

On trouvera au tableau 14 les chiffres relatifs aux programmes annuels qui ont été établis pour les deux premières années du Troisième Plan. Comme on peut le voir, il était prévu que les investissements fixes en dehors de l'industrie seraient deux fois plus élevés que la moyenne des résultats enregistrés au cours du Plan Intérimaire. Bien qu'en 1968 les résultats soient restés nettement en-deçà des objectifs, les investissements dans le secteur non industriel se sont très sensiblement accrus. Pour le secteur industriel, par contre, les estimations relatives à l'exécution du programme sembleraient indiquer que les objectifs ont été légèrement dépassés. Pour l'ensemble du programme les objectifs ont été réalisés à 90,5 pour cent, ce qui représente un taux nettement plus élevé que celui constaté au cours de la période couverte par le Plan Intérimaire.

Les objectifs fixés pour le programme de 1969 paraissent relativement ambitieux eu égard aux résultats de 1968. On ne dispose encore que de renseignements partiels sur l'exécution du programme. Les autorités rencontrent en effet des difficultés considérables, provenant notamment de retards d'ordre administratif et technique, dans la mise en œuvre des programmes d'investissement. Ainsi, d'après les chiffres du tableau 14, environ trois quarts seulement des opérations prévues pour le secteur non industriel durant le Plan Intérimaire et en 1968 ont été effectivement entreprises. Le degré d'exécution du programme a été très élevé dans l'agriculture, mais les résultats concernant ce secteur sont influencés par le fait que les subventions à la production régulièrement versées aux exploitants sont en partie incluses dans le programme annuel. En ce qui concerne les grands secteurs de l'infrastructure, tels que l'énergie, les transports et communications, et notamment le logement et la santé publique, les dépenses effectives ont eu tendance à rester nettement au-dessous des chiffres du programme. Dans l'industrie, le degré d'exécution du Plan a été légèrement supérieur à la moyenne. Pour ce qui est du financement des investissements, il ressort des données disponibles que l'écart par rapport aux prévisions a été particulièrement important aussi bien pour la contribution du secteur privé intérieur que pour celle de l'étranger.

V PERSPECTIVES ET PROBLÈMES DE POLITIQUE

En 1968, l'expansion a été un peu plus lente que ne le prévoyait le Troisième Plan de Développement, et les indicateurs partiels dont on dispose donnent à penser qu'en 1969 elle est aussi restée en deçà de l'objectif fixé par le Plan. Pour l'année en cours, les possibilités d'amélio-

Portugal

ration des résultats dépendront en premier lieu (mises à part les conditions atmosphériques pour l'agriculture) de la fermeté de la demande. Du côté de l'offre, aucun obstacle sérieux ne s'oppose à l'accélération de la production. L'épargne disponible est importante et, malgré la persistance de tensions sectorielles, il ne devrait pas y avoir de pénurie globale de main-d'œuvre. Les perspectives d'emploi des travailleurs portugais à l'étranger, notamment en France (principal pays d'accueil), permettent de penser que l'hémorragie de main-d'œuvre se ralentira durant l'année en cours ; en outre, la marge de main-d'œuvre sous-employée dans l'agriculture et d'autres secteurs d'activité reste importante.

Les exportations de biens et services entrent pour un quart dans le PIB et les perspectives à court terme de cette importante composante de la demande globale sont quelque peu incertaines. Un certain ralentissement semble devoir se dessiner dans la croissance des échanges mondiaux durant l'année en cours. Mais cela ne se répercutera peut-être pas pleinement sur les exportations portugaises, étant donné leur répartition géographique et leur ventilation par produits. Le Royaume-Uni et le reste de la zone escudo fournissent normalement au Portugal près de la moitié de ses débouchés d'exportation ; or, la tendance de la demande d'importations au Royaume-Uni ne devrait guère se modifier à court terme et, par ailleurs, l'ampleur des fluctuations observées ces dernières années dans le taux de croissance des exportations de la métropole vers le reste de la zone escudo rend toute prévision à ce sujet particulièrement difficile. L'assouplissement des restrictions imposées sur les dépenses de voyages à l'étranger par certains pays Membres devrait ouvrir des perspectives plus favorables à l'industrie portugaise du tourisme.

Les perspectives d'évolution des exportations et du tourisme étant toutefois incertaines, il faudrait donc que la tendance de la demande intérieure s'affermisse pour que le taux de croissance observé l'an dernier arrive simplement à se maintenir ; et pour que ce taux augmente, il faudrait que la demande intérieure accélère sensiblement sa progression. On ne peut guère tabler pour cela sur le jeu de facteurs autonomes. Bien que, comme on l'a déjà indiqué, les renseignements statistiques dont on dispose pour apprécier l'évolution de la consommation et de l'investissement fixe du secteur privé soient incomplets, et que la valeur des indicateurs disponibles soit incertaine, on peut néanmoins penser que la croissance de la demande intérieure est restée modérée. Des mesures ont été prises ces deux dernières années, tant dans le domaine du budget que dans celui du crédit pour faciliter une reprise des investissements fixes des entreprises. Mais si les perspectives d'évolution des exportations et, dans le secteur travaillant pour la consommation intérieure, celles de la consommation privée ne se présentaient pas sous un jour favorable, le redressement des investissements fixes des entreprises

pourrait se révéler de faible ampleur. Les perspectives de l'émigration et, partant, celles des transferts privés en provenance de l'étranger, étant elles aussi entourées d'incertitude, le taux de croissance du volume de la consommation privée risque de ne guère s'élever, à moins que la progression de l'emploi national ne s'accroisse et que la tendance des salaires réels ne s'améliore.

Pour autant que l'on puisse en juger d'après le budget de 1970 et la politique que les autorités portugaises suivaient en matière de monnaie et de crédit au moment de la rédaction de la présente étude, la politique de régulation de la demande devrait fournir cette année à la production et à l'activité une impulsion un peu plus forte qu'en 1969. Les estimations budgétaires laisseraient escompter une vigoureuse accélération des investissements fixes du secteur public. Le maintien d'une situation générale d'aisance monétaire devrait permettre à l'investissement fixe de se redresser ; mais cela ne suffira sans doute pas à déclencher le mouvement de reprise. Un certain assouplissement de la politique budgétaire paraîtrait donc indiqué, si l'on veut que la demande intérieure vienne renforcer la croissance de la production et de l'activité. Cela serait d'ailleurs conforme aux déclarations dans lesquelles les autorités portugaises ont souligné la nécessité d'obtenir un taux de croissance plus satisfaisant tant pour l'investissement fixe que pour l'activité économique dans son ensemble.

Ni l'évolution des prix, ni la balance des paiements ne devraient s'opposer à la mise en œuvre d'une politique plus expansionniste. La hausse relativement forte des prix observée au cours de l'année écoulée ne correspond pas ici à une pression excessive de la demande mais tient pour une bonne part à ce que la structure de l'offre est mal adaptée à celle de la demande ; on pourrait donc y remédier par des mesures visant à accélérer l'ajustement de l'offre et à rationaliser les circuits de distribution. Un affermissement de la tendance de la demande et de l'activité pourrait accélérer la croissance des importations ; or, les perspectives d'évolution des exportations et du tourisme étant incertaines et l'accroissement des envois de fonds des travailleurs émigrés risquant d'être assez modéré, l'excédent de la balance des paiements courants s'en trouverait sans doute réduit. Mais cet excédent a été élevé ces deux dernières années et, pourrait-on dire, presque excessif pour un pays en voie d'industrialisation. En admettant même qu'il disparaisse complètement, cela serait sans doute compensé en partie par un accroissement des investissements directs étrangers. L'attrait exercé sur les investisseurs étrangers par le caractère plus dynamique de l'expansion devrait, semble-t-il, l'emporter sur tout effet défavorable que pourrait entraîner l'élimination de l'excédent courant. Même si la balance globale des paiements se

dégradaît légèrement pendant un temps, et si les réserves d'or et de devises accusaient une certaine baisse, cela ne devrait guère tirer à conséquence étant donné la forte position actuelle des réserves officielles et les avantages qui découleraient d'une expansion économique plus vigoureuse et d'une élévation plus rapide du niveau de vie.

Etant donné le poids relativement important que l'agriculture et le commerce extérieur représentent dans l'économie portugaise, et les incertitudes que cela engendre en raison notamment des fluctuations imprévisibles des récoltes, et étant donné par ailleurs les obstacles auxquels on se heurte pour déterminer les tendances à court terme de la demande intérieure et de l'activité, il n'est pas aisé d'évaluer les perspectives d'évolution de la conjoncture, ce qui complique singulièrement la tâche de ceux qui sont chargés de formuler la politique de régulation de la demande. Certes, il est normal que dans un pays en voie d'industrialisation l'attention des responsables de la politique économique aille d'abord à la planification du développement, mais l'orientation de la politique conjoncturelle n'en revêt pas moins une importance considérable. Or, les autorités portugaises n'ont pas tout à fait réussi jusqu'à présent à ajuster leur politique à court terme en fonction des objectifs officiels de la planification à moyen terme. La politique budgétaire des dernières années a exercé sur l'économie des effets restrictifs sensibles, et a contribué aux difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs des Plans de mise en valeur. Par ailleurs, les mesures monétaires, dictées essentiellement par le souci de provoquer des modifications d'ordre structurel, ont parfois eu tendance à jouer dans le même sens.

Il semble que vers la fin de 1968 les responsables de la politique économique aient sensiblement modifié leur attitude, comme l'attestent plusieurs exposés et déclarations d'intention officiels figurant dans les documents budgétaires. Ainsi, on estime désormais que le budget doit être apprécié en fonction de son incidence globale sur l'économie, que les techniques budgétaires doivent être remaniées de façon à permettre l'établissement de prévisions de recettes plus proches de la réalité, qu'il convient de renforcer les dispositions propres à assurer la réalisation des investissements prévus par l'Etat, et qu'il faut étudier plus avant les moyens de stimuler activement les investissements fixes du secteur privé. En outre, l'Assemblée Corporative, dans ses commentaires sur le budget de 1969, a recommandé que le calendrier des investissements du Troisième Plan soit modifié de manière à ce qu'une plus grande partie des dépenses soient effectuées durant les premières années du Plan. Et la Banque centrale, dans son Rapport annuel de 1969, a insisté sur la nécessité d'axer plus étroitement les politiques monétaire et budgétaire sur les objectifs de la politique économique générale.

Il faut espérer que cette nouvelle orientation politique et cette évolution des attitudes trouveront bientôt leur pleine expression dans des mesures concrètes. Bien que le taux d'expansion de l'activité économique ait été assez satisfaisant ces deux dernières années, l'économie paraît disposer encore d'une marge non négligeable de ressources inutilisées, comme le prouve l'important excédent extérieur. Il semblerait donc, en définitive, que des mesures spéciales devraient être prises pour accélérer le processus du développement économique suivant les objectifs du Troisième Plan.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A **Produit national et dépense nationale**
Millions d'escudos

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<i>Aux prix courants</i>									
Dépenses des consommateurs	62 052	60 676	67 186	71 680	79 288	87 314	91 330	101 478	
Dépenses courantes de l'État	9 850	10 801	11 212	12 128	13 198	14 647	17 669	19 180	21 113
Formation brute de capital fixe	13 512	13 848	15 951	16 587	18 543	22 331	26 486	27 707	28 472
Variation des stocks	625	1 814	-247	1 018	1 567	-1 703	-405	4	
DÉPENSE INTÉRIEURE	86 039	87 139	94 102	101 413	112 596	122 589	135 080	148 369	
Exportations de biens et services (y compris les revenus de facteurs en provenance du reste du monde)	12 386	15 062	16 681	25 005	29 237	32 144	36 370	36 416	
Importations de biens et services (y compris les revenus de facteurs versés au reste du monde)	21 217	19 268	21 606	28 970	33 967	36 922	39 329	40 763	
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	77 208	82 933	89 177	97 448	107 866	117 811	132 121	144 022	
Moins : Revenus nets en provenance du reste du monde	-94	-142	-136	519	663	324	592	609	
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	77 302	83 075	89 313	96 929	107 203	117 487	131 529	143 413	
Moins : Impôts indirects nets de subventions	5 813	6 616	6 989	7 713	8 601	9 675	11 724	13 024	14 095
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	71 489	76 459	82 324	89 216	98 602	107 812	119 805	130 389	
<i>Aux prix de 1963</i>									
Dépenses des consommateurs	62 823	60 963	67 186	69 660	73 938	76 303	77 406	82 240	
Dépenses courantes de l'État	10 031	10 884	11 212	11 977	12 861	13 709	15 580	16 509	17 786
Formation brute de capital fixe	13 764	13 915	15 951	16 671	18 417	21 619	22 863	23 538	23 703
Variation des stocks	229	1 890	-247	1 034	1 499	-1 774	-455	567	
DÉPENSE INTÉRIEURE	86 847	87 652	94 102	99 342	106 715	109 857	115 394	122 854	
Exportations de biens et services (y compris les revenus de facteurs en provenance du reste du monde)	13 655	16 193	16 681	24 183	27 325	28 598	30 666	29 203	
Importations de biens et services (y compris les revenus de facteurs versés au reste du monde)	21 534	19 661	21 606	28 017	31 745	32 849	33 161	32 689	
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	78 968	84 184	89 177	95 508	102 295	105 606	112 899	119 368	
Moins : Revenus nets en provenance du reste du monde	-99	-145	-136	502	620	288	500	488	
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	79 067	84 329	89 313	95 006	101 675	105 318	112 399	118 880	
Moins : Impôts indirects, nets de subventions	6 087	6 751	5 989	7 459	8 038	8 610	9 885	10 353	
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	72 980	77 578	83 324	87 547	93 637	96 708	102 514	108 527	113 924

Source: Soumission des Autorités portugaises à l'OCDE.

Tableau B Origine du PIB au coût des facteurs
Millions d'escudos

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<i>Aux prix courants</i>									
Agriculture, sylviculture et pêche	16 702	17 537	18 234	18 313	20 873	21 319	24 197	24 775	24 801
Industries extractives	406	376	434	584	527	693	751	769	770
Industries manufacturières	21 409	22 987	24 805	28 821	32 777	36 457	40 797	45 976	49 593
Électricité, gaz et eau	1 823	1 905	2 053	2 237	2 382	2 563	2 973	3 144	3 419
Construction	3 371	3 626	4 404	4 470	5 016	6 402	5 634	5 197	5 694
Transports et communications	4 007	4 103	4 663	4 928	5 240	6 033	6 714	7 847	8 465
Commerce de gros et de détail	8 645	9 458	10 358	11 526	11 965	12 355	13 874	15 947	18 277
Banques, assurances et affaires immobilières	1 677	1 963	2 054	2 230	2 543	2 852	3 241	3 851	4 442
Propriétés immobilières	2 695	2 862	2 972	3 111	3 444	3 745	3 892	4 008	4 275
Administration publique et défense	4 786	5 420	5 718	5 969	6 243	6 999	8 452	8 910	9 537
Services divers	5 968	6 222	6 629	7 027	7 592	8 394	9 280	9 965	11 086
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	71 489	76 459	82 324	89 216	98 602	107 812	119 805	130 389	140 359
<i>Aux prix de 1963</i>									
Agriculture, sylviculture et pêche	16 908	17 950	18 234	17 694	18 802	16 986	18 795	19 176	18 976
Industries extractives	462	447	434	441	449	463	505	518	514
Industries manufacturières	21 779	23 173	24 805	28 587	31 510	33 679	36 249	39 342	41 318
Électricité, gaz et eau	1 728	1 905	2 053	2 283	2 449	2 650	2 862	3 120	3 392
Construction	3 336	3 637	4 404	4 474	5 054	6 320	4 781	4 391	4 733
Transports et communications	4 245	4 210	4 663	4 832	5 138	5 312	5 729	6 256	6 817
Commerce de gros et de détail	9 058	9 658	10 358	11 146	11 182	10 994	11 699	12 676	13 589
Banques, assurances et affaires immobilières	1 757	2 003	2 054	2 157	2 377	2 536	2 732	3 062	3 303
Propriétés immobilières	2 731	2 851	2 972	3 101	3 235	3 389	3 533	3 714	3 921
Administration publique et défense	4 786	5 420	5 718	5 969	6 243	6 808	7 804	8 238	8 864
Services divers	6 190	6 324	6 629	6 863	7 198	7 571	7 825	8 034	8 557
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	72 980	77 578	82 324	87 547	93 637	96 708	102 514	108 527	113 984

Source: Soumission des Autorités portugaises à l'OCDE.

Tableau C Formation brute de capital fixe par branche d'utilisation
Millions d'escudos

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	<i>Aux prix courants</i>								
TOTAL DE LA FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL FIXE	13 512	13 848	15 951	16 587	18 543	22 331	26 486	27 707	28 472
Ventilation par produits									
Locaux d'habitation	2 400	2 495	2 933	3 370	3 728	4 705	6 482	6 385	7 399
Autres bâtiments	5 752	6 295	7 732	7 463	8 579	10 865	9 508	10 296	10 890
Équipement et outillage	5 360	5 058	5 286	5 754	6 236	6 761	10 496	11 026	10 183
Ventilation par branches d'activité									
Agriculture, sylviculture et pêche	1 095	1 138	1 365	1 425	1 401	1 544	1 943	2 210	2 519
Industries extractives	162	205	94	35	79	88	91	55	34
Industries manufacturières et construction	4 360	4 066	4 508	4 899	5 973	7 610	7 539	7 912	7 406
Électricité, gaz et eau	1 307	1 463	1 730	1 511	1 353	1 680	2 336	2 271	2 433
Transports et communications	2 089	2 500	2 822	2 410	2 846	3 150	3 994	4 354	4 403
Locaux d'habitation	2 400	2 495	2 933	3 370	3 728	4 705	6 482	6 385	7 399
Autres services	2 099	1 981	2 499	2 937	3 163	3 554	4 101	4 520	4 276
Ventilation par secteurs									
Administrations publiques		1 935	2 705	2 678	2 493	2 620	2 921	3 307	3 723
Entreprises		11 913	13 246	13 909	16 050	19 711	23 565	24 400	24 749
	<i>Aux prix de 1963</i>								
TOTAL DE LA FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL FIXE	13 764	13 915	15 951	16 671	18 417	21 619	22 863	23 538	23 703
Ventilation par produits									
Locaux d'habitation	2 510	2 493	2 933	3 409	3 764	4 659	5 503	5 413	6 166
Autres bâtiments	5 806	6 325	7 732	7 545	8 654	10 717	8 042	8 694	9 071
Équipement et outillage	5 448	5 097	5 286	5 717	5 999	6 243	9 318	9 431	8 466
Ventilation par branches d'activité									
Agriculture, sylviculture et pêche	1 156	1 173	1 365	1 420	1 371	1 438	1 653	1 843	2 083
Industries extractives	163	205	94	35	78	84	79	47	28
Industries manufacturières et construction	4 411	4 088	4 508	4 901	5 873	7 308	6 603	6 748	6 159
Électricité, gaz, eau	1 310	1 464	1 730	1 525	1 360	1 651	2 001	1 930	2 027
Transports et communications	2 106	2 509	2 822	2 432	2 833	3 049	3 469	3 707	3 668
Locaux d'habitation	2 510	2 493	2 933	3 409	3 764	4 659	5 503	5 413	6 166
Autres services	2 108	1 983	2 499	2 949	3 138	3 430	3 555	3 850	1 269
Ventilation par secteurs									
Administrations publiques		1 940	2 705	2 693	2 493	2 573	2 493	2 805	3 103
Entreprises		11 975	13 246	13 978	15 924	19 046	20 370	20 733	20 600

Source: Soumission des Autorités portugaises à l'OCDE.

Tableau D Production agricole

	Unité	Moyenne 1953- 1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Céréales	100 tonnes								
Blé	—	6 332	5 920	4 719	6 123	3 120	6 372	7 475	3 820
Seigle, orge et avoine	—	3 547	3 757	2 805	3 799	2 569	3 591	4 222	3 150
Maïs	—	4 760	5 234	5 965	4 586	5 647	5 768	5 479	5 470
Riz	—	1 613	1 663	1 814	1 388	1 540	1 460	1 490	1 750
Pommes de terre et légumineuses	—								
Pommes de terre	—	10 540	11 448	11 434	8 880	9 233	12 957	10 831	10 820
Fèves, haricots, pois chiches	—	1 081	1 272	1 182	937	1 054	1 165	1 123	940
Vin	1 000 hl	10 745	12 979	13 595	14 749	8 928	9 740	11 690	7 636
Huile d'olive	—	918	1 084	450	788	414	879	581	684
Bétail abattu	tonnes	88 642	101 412	90 720	110 245	122 666	102 119	127 098	146 262
Bovins	—	38 766	45 987	42 594	57 566	61 063	50 319	58 535	72 574
Ovins et caprins	—	11 509	13 212	11 269	11 516	12 107	12 257	14 331	12 893
Porcs	—	38 367	42 213	36 857	41 163	49 496	39 543	54 232	60 795
Pêche débarquée	—	312 870	363 953	417 074	404 596	360 875	400 484	355 794	
dont : sardines	—	120 044	118 312	163 294	137 762	124 830	114 696	79 526	
morue	—	69 388	82 621	75 920	71 280	71 217	97 312		

Sources: Rapports annuels de la Banque du Portugal; Instituto Nacional de Estatística, Statistiques agricoles et alimentaires.

Tableau E Production industrielle
Indices corrigés des variations saisonnières, 1963 = 100

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
INDICES MENSUELS										
Janvier	82.8	94.9	99.5	96.2	105.8	111.5	120.0	116.7	122.0	137.5
Février	84.7	93.8	98.4	97.7	100.8	115.5	121.3	114.6	122.2	138.0
Mars	85.6	100.0	93.9	98.5	102.5	112.0	126.1	116.2	124.3	135.9
Avril	87.8	99.2	93.5	99.8	107.1	115.8	128.4	117.5	122.0	133.8
Mai	86.2	98.0	95.6	100.5	106.5	113.6	124.0	112.5	125.7	135.0
Juin	88.7	96.1	100.3	97.4	112.1	111.0	119.6	126.1	121.4	138.0
Juillet	90.2	95.4	97.5	97.9	111.6	114.7	117.7	116.3	123.0	130.0
Août	91.5	92.0	98.5	98.8	108.0	113.8	120.2	116.8	121.4	128.0
Septembre	91.4	95.7	96.8	102.8	108.7	113.3	115.4	119.8	129.7	141.7
Octobre	91.9	96.7	93.9	102.3	111.3	113.8	115.1	122.8	127.3	138.4
Novembre	85.5	93.4	97.1	101.9	114.4	114.0	115.6	121.4	124.6	132.6
Décembre	91.7	94.5	94.3	108.4	112.7	123.0	115.8	115.7	131.6	135.7
MOYENNE ANNUELLE¹	88.4	95.5	96.4	100.0	108.6	114.2	119.7	117.8	124.9	135.2
INDICES ANNUELS²	80.0	87.6	92.4	100.0	111.7	118.6	126.9	133.8		

1 Moyenne annuelle obtenue à partir des indices non corrigés des variations saisonnières.

2 Les indices annuels couvrent un champ beaucoup plus étendu que les indices mensuels.

Sources : Association industrielle portugaise; OCDE, Production industrielle, et Principaux indicateurs économiques.

Tableau F Prix et salaires
Indices 1963 = 100

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Prix à la consommation									
Lisbonne	95.5	98.1	100.0	103.4	107.0	112.4	118.6	125.8	136.9
Porto	96.0	98.2	100.0	103.4	107.9	115.7	120.8	128.2	141.2
Coimbra	95.6	98.6	100.0	102.3	105.5	111.7	114.4	121.0	130.8
Evora	95.0	96.1	100.0	103.7	106.5	112.8	118.1	123.2	130.1
Viseu	96.9	98.6	100.0	101.8	106.8	114.3	118.0	123.2	128.9
Faro	97.7	100.2	100.0	102.1	115.1	127.5	133.1	140.6	149.9
Prix de gros (Lisbonne)	98.3	99.2	100.0	100.8	104.2	108.3	112.5	116.7	120.8
Produits manufacturés	99.1	102.8	100.0	100.9	102.8	111.2	117.8	127.8	118.7
Alimentation	95.5	96.4	100.0	102.7	107.1	112.5	112.5	115.2	121.4
Salaires dans l'agriculture	80.4	94.7	100.0	112.1	119.4	139.4	153.2	181.1	194.2
Salaires dans l'industrie									
Lisbonne	89.0	95.1	100.0	104.6	110.6	119.5	129.6	140.9	157.0
Porto	92.7	96.2	100.0	107.1	119.9	133.0	147.7	159.6	175.4

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Tableau G Commerce extérieur par principaux groupes de produits 1960-1969
En millions de dollars

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
IMPORTATIONS, TOTAL	545.3	655.9	585.3	656.1	776.3	923.3	1 022.8	1 059.2	1 178.4	1 297.5
Produits alimentaires et boissons	59.8	76.4	71.2	79.6	96.8	104.9	141.8	157.1	147.4	150.7
Matières brutes et demi-produits	160.6	179.8	171.7	206.3	224.9	264.8	235.6	256.1	283.7	305.4
Produits manufacturés										
Produits chimiques	52.2	59.1	55.3	62.9	73.2	82.3	88.7	95.5	111.7	134.3
Articles manufacturés classés d'après la matière première	101.7	124.6	97.8	105.8	160.7	190.6	210.2	207.5	237.1	266.5
Machines et matériel de transport	141.7	196.3	168.0	177.2	189.9	250.7	311.6	303.3	352.7	386.4
Articles manufacturés divers	16.7	16.4	15.3	16.8	22.0	29.8	34.6	39.3	45.6	53.2
Articles non classés par catégories	12.1	2.9	5.9	7.5	8.9	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2
EXPORTATIONS, TOTAL	327.1	325.9	369.8	418.1	515.7	576.4	619.5	701.4	761.2	853.0
Produits alimentaires et boissons	79.6	90.7	95.0	104.5	116.4	140.4	145.2	164.9	174.8	169.9
Matières brutes et demi-produits	67.7	59.8	67.6	66.8	75.0	78.9	82.2	81.5	108.9	128.1
Produits manufacturés										
Produits chimiques	27.6	22.1	25.0	32.4	40.8	40.3	44.5	46.3	45.7	51.9
Articles manufacturés classés d'après la matière première	126.5	129.9	151.5	171.8	223.6	244.5	264.1	297.0	294.6	337.8
Machines et matériel de transport	9.2	10.1	10.9	13.0	16.5	20.1	26.8	35.8	44.0	60.2
Articles manufacturés divers	11.0	11.9	15.3	24.4	36.3	44.4	49.5	66.6	83.4	93.1
Articles non classés par catégories	4.9	1.0	4.6	5.4	7.1	8.0	7.2	9.2	9.8	12.0

NOTE Par suite des arrondis, la somme des composantes ne s'ajoute pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCI :

Produits alimentaires et boissons : 0,1
Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4
Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8
Produits chimiques : 5

Articles classés d'après la matière première : 6
Machines et matériel de transport : 7
Articles manufacturés divers : 8
Articles non classés : 9

Source : OCDE, Statistiques du commerce extérieur, Série B.

Tableau H Structure du commerce extérieur par produits et par régions en 1968
En millions de dollars

	États-Unis	CEE	AELE	Autres pays de l'OCDE	Provinces d'outre-mer	Bloc Sino-Soviétique	Pays semi-industrialisés ¹	Autres pays en voie de développement	Non spécifiés	Monde
IMPORTATIONS, TOTAL	85.9	394.5	260.4	78.1	185.9	16.0	18.3	127.9	7.9	1 178.4
Produits alimentaires et boissons	16.9	8.9	11.2	20.1	58.7	8.9	2.9	9.2	7.3	147.4
Matières brutes et demi-produits	7.2	38.1	20.7	24.3	68.0	4.4	11.3	109.6	0.3	283.7
Produits manufacturés	61.8	347.5	228.4	33.8	59.1	2.7	4.1	9.2	0.5	747.1
Produits chimiques	9.1	58.7	37.8	4.8	0.1	0.1	0.4	0.6	0.2	111.7
Produits classés principalement d'après la matière première	4.8	88.1	69.7	8.3	57.3	1.5	2.7	4.5	0.2	237.1
Machines et matériel de transport	44.2	179.5	106.5	16.6	0.1	0.9	1.0	3.7	0.1	352.7
Articles manufacturés divers	3.7	21.2	14.4	4.1	1.6	0.2	—	0.4	—	45.6
Articles non classés par catégories	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	0.2
EXPORTATIONS, TOTAL	80.3	126.7	253.9	36.7	187.9	7.3	14.6	51.8	2.0	761.2
Produits alimentaires et boissons	27.8	42.7	42.3	10.7	37.3	1.0	2.0	11.0	0.4	174.8
Matières brutes et demi-produits	4.5	38.6	28.3	8.5	7.9	4.9	0.7	15.5	2.1	108.9
Produits manufacturés	47.4	44.8	182.3	17.4	135.6	1.4	11.8	25.0	2.0	467.7
Produits chimiques	0.8	8.7	5.7	4.4	16.3	0.6	0.6	7.4	1.0	45.7
Produits classés principalement d'après la matière première	33.5	28.3	125.6	9.9	73.7	0.8	9.4	13.1	0.3	294.6
Machines et matériel de transport	6.2	3.1	8.7	2.5	20.1	—	0.4	2.4	0.7	44.0
Articles manufacturés divers	6.9	4.7	42.2	0.7	25.5	—	1.4	2.1	—	83.4
Articles non classés par catégories	0.6	0.6	1.0	0.6	7.1	—	0.1	0.4	—	9.8

NOTE Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.
Pour la correspondance avec les sections de la CTCE, voir tableau G.

¹ Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Finlande.

Source : OCDE, Statistiques du commerce extérieur, séries B et C.

Tableau I Statistiques monétaires et bancaires
Encours fin de période
Millions d'escudos

	1965	1966	1967	1968	1969
<i>Avoirs liquides</i>					
Disponibilités monétaires	74 181	82 839	88 583	94 673	107 014
Billets et monnaies en circulation	22 095	23 519	24 296	25 337	26 669
Dépôts à vue	52 086	59 320	64 287	69 336	80345
Disponibilités quasi-monétaires	19 325	21 214	27 005	36 307	46 656
Total des avoirs liquides	93 506	104 053	115 588	130 980	153 670
<i>Contreparties</i>					
Avoirs extérieurs	32 074	35 442	40 037	44 961	47 230
Position au FMI	449	561	561	561	561
Investissements de portefeuille	11 237	11 703	12 701	12 918	13 927
Compte de compensation avec les provinces d'outre-mer	441	326	357	445	477
Divers	-13 170	-14 794	-14 176	-15 080	-14 458
Crédits bancaires	62 475	70 815	76 108	87 175	105 933
Banques commerciales	41 922	48 725	54 164	63 267	78 136
CGDCP et caisses d'épargne	13 972	15 629	16 334	17 658	20 030
Banque du Portugal	6 281	6 200	5 666	5 688	7 764

NOTE : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Tableau J/1 Balance des paiements de la zone Escudo 1960-1969
En millions de dollars

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 ^p
Exportations (fob)	422	443	460	501	640	636	688	774	849	901
Importations (fob)	528	627	609	662	823	962	1 082	1 155	1 287	1 394
Balance commerciale	-106	-185	-149	-161	-183	-326	-394	-381	-448	-493
Solde des services					122	182	273	284	226	165
Voyages					71	89	187	197	145	102
Transport					—	5	-2	-1	10	25
Assurances	93	40	113	139	-3	—	-3	-3	-5	-6
Revenus de l'investissement					-13	-11	-11	-9	-13	-11
Autres services					67	99	102	100	89	55
Solde des transferts privés					79	109	159	212	267	399
Balance des opérations courantes	-13	-145	-36	-22	17	-35	38	115	45	71
Mouvements de capitaux à long terme	-9	26	119	77	100	60	107	108	106	39
Secteur privé						27	88	100	89	34
Secteur public						33	19	8	17	5
Balance de base	-22	-119	83	55	117	25	145	223	151	110
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	25	33	20	8	-11	59	-34	-42	-11	-25
Balance des transactions non-monnaétaires	3	-86	103	63	106	84	111	181	140	85
Institutions monétaires privées	1	-6	-10	-27	9	-29	—	-39	-10	-20
Balance des règlements officiels	4	-92	93	36	115	55	111	142	130	65
Avoirs et engagements divers	-7	7	36	15	24	12	28	14	-1	18
Variations des réserves	-3	-85	129	51	139	67	139	156	129	83
Or	4	-109	28	26	26	53	67	56	157	20
Devises convertibles	-7	24	86	25	113	14	68	100	-28	63
Tranche or au FMI	—	—	15	—	—	—	4	—	—	—

NOTE Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.

^p Chiffres provisoires.

Sources : Les données sur les opérations à caractère non-monnaétaire proviennent des Rapports annuels de la Banque du Portugal, celles concernant les opérations monétaires sont tirées des statistiques de la Banque des Règlements Internationaux. Les chiffres des réserves sont ceux des « Statistiques Financières Internationales » du FMI. Ces statistiques peuvent donc varier quelque peu par rapport à celles indiquées dans le tableau 7 a du texte.

Tableau J/2 Balance des paiements des provinces d'outre-mer
avec les pays n'appartenant pas à la zone Escudo 1964-1969

En millions de dollars

	1964	1965	1966	1967	1968	1969 ^p
Exportations (fob)	242	195	204	235	266	267
Importations (fob)	209	222	255	281	328	385
Balance commerciale	33	-27	-51	-46	-62	-118
Services, net	98	119	129	128	142	124
Voyages	3	7	8	9	8	9
Transport	37	47	47	49	51	68
Assurances	—	—	—	—	—	—
Revenus de l'investissement	-7	-5	-6	-7	-7	-6
Autres services	65	70	80	77	90	53
Solde des transferts privés	-1	—	1	2	5	5
Balance des opérations courantes	129	92	79	85	83	10
Mouvements de capitaux à long terme	1	-6	-8	-10	-5	33
Secteur privé	1	-6	-8	-5	-5	33
Secteur public	—	—	—	-6	—	—
Balance de base	130	86	71	75	78	43
Mouvements de capitaux à court terme	3	—	1	-1	-1	1

NOTE Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.

^p Chiffres provisoires.

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

OECD SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINE - ARGENTINE
Editorial Sudamericana S.A.,
Humberto 1° 545, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE
B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
178 Collins Street, MELBOURNE, 3000.

AUSTRIA - AUTRICHE
Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE
Librairie des Sciences
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES.
Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij
Belgialei 147, ANVERS.

CANADA
INFORMATION CANADA
OTTAWA - CANADA

DENMARK - DANEMARK
Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FORMOSA - FORMOSE
Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI,
TAIWAN.

FRANCE
Bureau des Publications de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75 PARIS 16°
Principaux sous-dépôtaires :
PARIS : Presses Universitaires de France,
49 bd Saint-Michel, 5°
Sciences Politiques (Lib.), 30 rue Saint-Guillaume, 7°
13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
38 GRENOBLE : Arthaud.
67 STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE
Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.
HAMBURG : Reuter-Klöckner; und in den
massgebenden Buchhandlungen Deutschlands.

GREECE - GRECE
Librairie Kauffmann, 28, rue du Stade,
ATHÈNES-132.

Librairie Internationale Jean Mihaloopoulos
33, rue Sainte-Sophie, THESSALONIKI.

ICELAND - ISLANDE
Snæbjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE
Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE
Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42 DUBLIN 1.

ISRAEL
Emmanuel Brown,
35 Allenby Road, and 48 Nahlath Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE
Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.
Piazza Montecitorio 121, 00186 ROMA.

Sous-dépôtaires :
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10 122 TORINO.
La diffusione delle edizioni OCDE e inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON
Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103.
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

LEBANON - LIBAN
Redico
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641
BEYROUTH.

LUXEMBOURG
Librairie Paul Bruck, 22, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MALTA - MALTE
Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,
Old Bakery Street, VALETTA.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS
W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG.
Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema &
Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTERDAM :
De Wester Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE
Government Printing Office,
Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344)
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)
HAMILTON (P.O.B. 857)
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

NORWAY - NORVEGE
A/S Bokhjórnet, Akersgt. 41, OSLO 1.

PAKISTAN
Mirza Book Agency, 65, Shahrah Quaid-E-Azam,
LAHORE 3.

PORTUGAL
Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SPAIN - ESPAGNE
Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE
Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE
Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE, 11
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE, ZURICH.

TURKEY - TURQUIE
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON
S.E.1.
Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,
BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA
OECD Publications Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave, N.W.
WASHINGTON, D.C. 20006. Tél. : (202) 298-8755.

VENEZUELA
Libreria del Este, Avda. F. Miranda, 52,
Edificio Galipan, CARACAS.

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16°
Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16°

PUBLICATIONS STATISTIQUES

du département des affaires économiques et statistiques

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Cette publication mensuelle, qui tire parti des techniques les plus modernes de présentation statistique sous la forme de tableaux et de graphiques, est destinée à fournir une vue instantanée de l'évolution économique la plus récente des pays de l'O.C.D.E., ainsi qu'un ensemble de statistiques internationales illustrant la situation économique de la zone O.C.D.E. au cours des dernières années.

Les indicateurs retenus couvrent la comptabilité nationale, la production industrielle, les livraisons, stocks et commandes, la construction, les ventes au détail, la main-d'œuvre, les salaires, les prix, les finances intérieures et extérieures, les taux d'intérêt, les échanges et paiements. Des suppléments trimestriels contiennent des précisions sur les prix de détail et la production industrielle.

BULLETINS STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR : SÉRIES A, B et C

La **Série A - Commerce total par pays** (trimestrielle) donne une vue d'ensemble du commerce total des pays de l'O.C.D.E. (sans ventilation par produits) décomposé par pays et zones d'origine et de destination.

Les tableaux comportent une nomenclature géographique normalisée, et couvrent les quatre dernières années, les douze derniers trimestres et les seize derniers mois disponibles. Ils sont mis à jour par un supplément mensuel dans l'intervalle de deux parutions trimestrielles. La **Série B - Échanges par produits, Tableaux analytiques** (trimestrielle) est destinée à l'analyse générale de la structure des échanges des pays de l'O.C.D.E., individuellement et par groupes, selon les principales catégories de produits et les zones et pays partenaires les plus importants.

Les catégories de produits, aussi bien que les pays et zones partenaires, suivent des nomenclatures normalisées, mais seuls les éléments significatifs apparaissent. La série paraît en six fascicules, dont chacun comprend les données relatives à plusieurs pays, dans l'ordre de leur réception.

La **Série C - Échanges par produits, Résumé par marchés** (semestrielle) fournit des informations détaillées sur les échanges des pays de l'O.C.D.E. par principaux produits et pays partenaires. La série paraît en trois volumes, couvrant respectivement les échanges par principales catégories de produits (valeurs seules) et les échanges par groupes, sous-groupes et positions de la C.T.C.I. (quantités et valeurs, un volume consacré aux exportations et un aux importations).

Les chiffres sont regroupés sous forme de tableaux synoptiques rassemblant les pays qui constituent le marché d'un produit déterminé, en tant que débouchés ou fournisseurs, aussi bien au sein de la zone O.C.D.E. que dans les transactions entre celle-ci et le reste du monde.

ANNUAIRES STATISTIQUES

Les **Statistiques rétrospectives** (paraissant tous les deux ans) rassemblent en deux volumes des chiffres trimestriels et mensuels couvrant la dernière décennie, pour toutes les séries contenues respectivement dans les *Principaux Indicateurs Économiques* et leur supplément *Production industrielle*. Les deux volumes contiennent en outre des chiffres annuels pour une période plus longue, ainsi qu'un choix de taux de variation. Dans l'intervalle de deux parutions, ils sont tenus à jour par des suppléments encartés dans les *Principaux Indicateurs Économiques*. **Comptes Nationaux des pays de l'O.C.D.E.** (annuel) contient, pour chaque pays de l'O.C.D.E. et pour les groupes importants de pays Membres, les principaux agrégats de la comptabilité nationale, présentés sous une forme normalisée pour la dernière décennie (parfois une période plus longue).

En outre, des tableaux supplémentaires présentent diverses mesures analytiques, telles que des triangles de croissance, des indices de prix et de volume, et le rapport de certaines composantes aux agrégats correspondants.

Statistiques de la population active (annuel) donne, à partir de données normalisées, une vue d'ensemble de l'évolution de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les pays de l'O.C.D.E. au cours de la dernière décennie.

Les chiffres publiés concernent, en particulier, la population totale, les composantes de l'évolution démographique, la répartition par âge, la population active totale et civile, le chômage, ainsi que l'emploi (total et ventilé par branche d'activité et situation professionnelle, ainsi que par branche d'industrie dans le cas des salariés).

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES *Études détaillées du développement économique dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 3,60 FS 3 \$ 0,80 5/6 DM 2,80

Abonnement pour la série F 54 FS 43,20 \$ 11,80 £ 4 2 s. DM 35,70

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.